

Rapport financier semestriel au 30 juin 2019

SOMMAIRE

1 Rapport d'activité du premier semestre 2019	3
1.1 Profil de la Société et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2019.....	4
1.2 Éléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2019.....	4
1.3 Analyse de l'activité du 1 ^{er} semestre 2019	5
1.4 Facteurs de risques	9
1.5 Transactions avec les parties liées.....	9
1.6 Évolution de la Gouvernance.....	9
1.7 Informations concernant le capital social.....	11
1.8 Evènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels.....	12
2 Comptes consolidés intermédiaires condensés.....	13
2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire	14
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	15
2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire actif	16
2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres	17
2.5 État des flux de trésorerie consolidés.....	18
2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2019	19
2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2018	20
2.8 Notes explicatives.....	21
3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle....	57
4 Attestation de la personne responsable	59

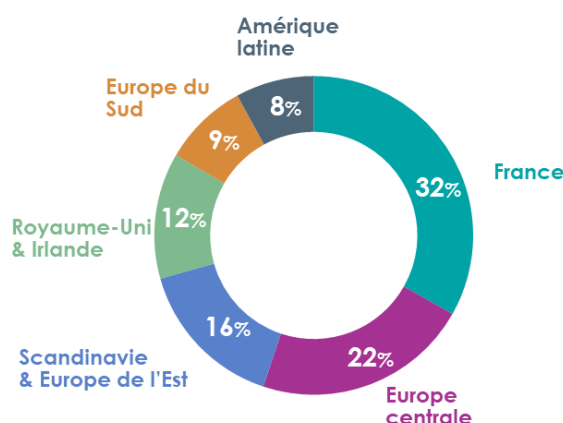
1

RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2019

1.1 Profil de la Société et chiffres clés du 1^{er} semestre 2019

Avec plus d'un siècle d'expertise, Elis fournit aujourd'hui des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être. S'appuyant sur un savoir-faire unique et l'engagement de ses 50 000 collaborateurs, le Groupe entend être l'acteur de référence et le partenaire de confiance pour l'ensemble de ses 400 000 clients à travers le monde.

Répartition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2019 par zone géographique



Performance financière très satisfaisante

- Chiffre d'affaires de 1 603,7m€, en hausse de +5,1% hors effet de change
- +3,0% de croissance organique avec un très bon 2^{ème} trimestre à +3,5%
- Marge d'EBITDA en légère baisse de -20pb (excluant l'impact IFRS 16), en ligne avec la séquence annuelle attendue
- Résultat net courant en hausse de +8,1% à 103,7m€ (excluant l'impact IFRS 16)

Elis poursuit sa dynamique commerciale et démontre sa capacité à faire face à un contexte inflationniste fort

- Très bon niveau d'activité en France, Europe du Sud, Amérique latine et Scandinavie & Europe de l'Est
- Hausses de prix satisfaisantes dans les pays sujets à une forte inflation de leur base de coûts
- Décalage entre la hausse des coûts et la mise en place des hausses de prix, entraînant une légère baisse de marge dans certaines géographies
- Poursuite de l'amélioration du taux de rétention dans le segment du Vêtement professionnel au Royaume-Uni

Amélioration du profil de la dette du Groupe

- Nouvelle émission obligataire de 500m€ à 1,75% (échéance 2024) et Placement Privé Américain de 300m€ à 2,70% (échéance 2029)
- Coût moyen de la dette du Groupe désormais inférieur à 2% et maturités étendues

Confirmation des objectifs 2019

- Croissance organique du Groupe d'environ +3,0%
- Marge d'EBITDA du Groupe comprise entre 31,2% et 31,6%, excluant l'impact IFRS 16
- Finalisation du plan d'investissements de Berendsen : investissements de l'ordre de 20% du chiffre d'affaires en 2019 puis retour à c. 18% dès 2020
- Ratio Dette nette / EBITDA (excluant l'impact IFRS 16) attendu à 3,3x au 31 décembre 2019

1.2 Éléments significatifs du 1^{er} semestre 2019

1.2.1 ACQUISITIONS IMPORTANTES

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a réalisé les principales acquisitions suivantes :

- La société Curantex qui opère en Allemagne dans la région de Cologne qui permet à Elis de densifier son réseau dans la région très dynamique de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ;
- la société A-vask A/S au Danemark qui permet ainsi à Elis de renforcer sa position au Danemark ;
- la société Lloguer Textil Maresme S.L. en Espagne qui permet au Groupe de développer son portefeuille de clients dans l'hôtellerie-Restauration dans la région de Barcelone ;
- l'acquisition de Lavanderia Industrial Metropolitana SAS en Colombie ;
- la société Carpeting Entrémattor i Stockholm AB en Suède ;

Une information détaillée est donnée aux notes 2.1 « Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2019 » des comptes consolidés intermédiaires condensés.

1.2.2 REFINANCEMENT

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a mis en place deux nouveaux financements :

- dans le cadre de son programme EMTN renouvelé le 26 mars 2019, Elis a réalisé une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros le 11 avril 2019 ; ces obligations, de maturité 5 ans, offre un coupon de 1,75% ;
- Elis a également contracté un financement de type USPP comportant deux tranches : une première tranche libellée en euro d'un montant de 300 millions de maturité de 10 ans et portant intérêt au taux de 2,70%, et une seconde tranche libellée en dollar américain d'un montant de 40 millions de maturité 10 ans et portant intérêt au taux de 4,99%.

Les fonds levés lors de la mise en place de ces deux financements ont été intégralement affectés au refinancement de la dette existante du Groupe, en particulier, au remboursement du montant total en principal restant dû au titre de l'émission obligataire *High yield* de 800 millions d'euros à échéance 2022. Le remboursement est intervenu le 30 avril 2019.

1.3 Analyse de l'activité du 1^{er} semestre 2019

Chiffre d'affaires

En millions d'euros	2019			2018			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
France	246,9	272,0	518,9	242,1	263,8	505,9	+2,0%	+3,1%	+2,6%
Europe centrale	177,3	180,6	357,9	160,8	167,9	328,7	+10,2%	+7,6%	+8,9%
Scandinavie & Eur. de l'Est	124,9	124,8	249,8	121,3	119,5	240,8	+3,0%	+4,5%	+3,7%
Royaume-Uni & Irlande	94,3	100,7	195,0	94,6	102,0	196,6	-0,4%	-1,2%	-0,8%
Europe du Sud	64,3	77,8	142,0	57,8	69,2	126,9	+11,3%	+12,4%	+11,9%
Amérique latine	63,4	66,1	129,5	63,5	62,0	125,5	-0,1%	+6,5%	+3,2%
Autres	5,7	5,0	10,6	4,7	4,9	9,6	+21,5%	+1,1%	+11,0%
Total	776,7	827,0	1 603,7	744,7	789,2	1 533,9	+4,3%	+4,8%	+4,5%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires

	Croissance organique T1	Croissance organique T2	Croissance organique S1
France	+2,0%	+3,1%	+2,6%
Europe centrale	+1,3%	+3,1%	+2,2%
Scandinavie & Europe de l'Est	+3,6%	+4,1%	+3,9%
Royaume-Uni & Irlande	-1,5%	-1,4%	-1,4%
Europe du Sud	+7,0%	+7,8%	+7,4%
Amérique latine	+4,7%	+8,0%	+6,4%
Autres	+20,9%	+1,0%	+10,7%
Total	+2,4%	+3,5%	+3,0%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBITDA

En millions d'euros	S1 2019 publié	S1 2019 (hors impact IFRS 16)	S1 2018	Variation (hors impact IFRS 16)
France	188,6	176,6	171,1	+3,2%
En % du chiffre d'affaires	36,3%	34,0%	33,8%	+20pb
Europe centrale	108,0	102,2	98,7	+3,5%
En % du chiffre d'affaires	30,0%	28,4%	29,9%	-150pb
Scandinavie & Europe de l'Est	94,6	89,6	87,6	+2,3%
En % du chiffre d'affaires	37,9%	35,9%	36,4%	-50pb
Royaume-Uni & Irlande	54,9	50,0	52,9	-5,5%
En % du chiffre d'affaires	28,0%	25,5%	26,8%	-130pb
Europe du Sud	38,9	36,6	32,5	+12,6%
En % du chiffre d'affaires	27,4%	25,7%	25,6%	+10pb
Amérique latine	38,3	36,3	32,2	+12,7%
En % du chiffre d'affaires	29,6%	28,0%	25,6%	+240pb
Autres	(4,3)	(4,5)	(6,0)	-24,0%
Total	519,0	486,8	469,1	+3,8%
En % du chiffre d'affaires	32,4%	30,4%	30,6%	-20pb

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

France

Au 1^{er} semestre, la croissance du chiffre d'affaires est de +2,6% en France (exclusivement organique).
L'activité est bien orientée dans tous nos marchés et la dynamique de prix est bonne.

La marge d'EBITDA est en augmentation de +20pb, à 34,0%, en lien avec des gains opérationnels et notre discipline tarifaire.

Europe centrale

Au 1^{er} semestre, l'Europe centrale est en croissance organique de +2,2%. La dynamique commerciale est bonne aux Pays-Bas, en Pologne, en République tchèque, en Slovaquie et en Hongrie. En Allemagne, la croissance organique du chiffre d'affaires est stable, avec un segment du Vêtement professionnel bien orienté, malgré certains signes de ralentissement de l'économie allemande.

La marge d'EBITDA est de 28,4%, en baisse de -150pb. Cette baisse est imputable à l'Allemagne où le faible taux de chômage du pays entraîne une inflation des salaires. La fragmentation du marché et la présence de nombreux petits acteurs régionaux en Linge plat rendent difficile la mise en place de hausses de prix pour compenser cette inflation ; la consolidation progressive du marché menée par Elis devrait contribuer à améliorer sa capacité à augmenter les prix.

Scandinavie & Europe de l'Est

Au 1^{er} semestre, la dynamique commerciale est très bonne dans la région. La croissance organique du chiffre d'affaires est de +3,9%. Cette bonne performance s'explique notamment par la dynamique enregistrée en Suède, en Norvège et aux pays baltes, avec dans certains cas, une croissance organique à deux chiffres.

La marge d'EBITDA de la région est de 35,9%, en diminution de -50pb. Cette légère baisse est liée, d'une part, au renforcement de certaines équipes marketing et commerciales dans cette zone très profitable pour le Groupe et, d'autre part, à l'évolution défavorable du mix pays, les pays à plus forte croissance ayant pour le moment une marge inférieure à celle de la zone.

Royaume-Uni & Irlande

Au 1^{er} semestre, la croissance organique est en baisse de -1,4%. Tous les indicateurs opérationnels reviennent progressivement à des niveaux satisfaisants. Toutefois les hausses de prix négociées dans l'Hôtellerie ne parviennent pas à compenser intégralement les pertes de clients enregistrées en Vêtement professionnel, et ce malgré une amélioration notable du taux de rétention sur le semestre.

La marge d'EBITDA ressort à 25,5% en baisse de -130pb. Cette diminution traduit l'évolution négative du mix produit au Royaume-Uni dans la mesure où le Vêtement professionnel y est aujourd'hui plus rentable que l'Hôtellerie-restauration.

Europe du Sud

Au 1^{er} semestre, la croissance du chiffre d'affaires est de +11,9% (dont +7,4% de croissance organique). Cette excellente performance s'explique par la très bonne dynamique commerciale enregistrée en Espagne et au Portugal dans le segment du Vêtement professionnel, où de nombreux nouveaux contrats ont été signés, et par le succès de la mise en place des hausses de prix tout au long du semestre, principalement en Espagne. On observe également une reprise du secteur de l'hôtellerie en Catalogne après une année 2018 difficile.

La marge d'EBITDA de la région est en amélioration de +10pb à 25,7%. Ceci reflète le dynamisme de la croissance du chiffre d'affaires et la poursuite des améliorations de productivité.

Amérique latine

Au 1^{er} semestre, la croissance organique du chiffre d'affaires est de +6,4%, tirée par un développement commercial très satisfaisant. Le change a un impact de -4,8% sur le semestre.

La marge d'EBITDA est en hausse de +240pb à 28,0%. Cette augmentation est liée aux progrès opérationnels réalisés sur la période.

De l'EBITDA au résultat net

En millions d'euros	S1 2019 publié	Dont IFRS 16	S1 2018 retraité	Variation
EBITDA	519,0	+32,2	469,1	+10,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,4%	+200pb	30,6%	+180pb
EBIT	205,5	+1,9	191,6	+7,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	12,8%	+10pb	12,5%	+30pb
Résultat opérationnel courant	200,1		181,2	+10,4%
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(42,1)		(60,9)	
Autres produits et charges opérationnels (non courant)	0,3		(41,6)	
Résultat opérationnel	158,3		78,8	+100,9%
Résultat financier	(73,4)	(4,6)	(58,2)	
Charge d'impôt	(24,7)	+0,8	(16,6)	
Résultat net	60,3	(2,0)	4,0	n/a
Résultat net consolidé	61,3	(2,0)	3,1	n/a
Résultat net courant*	101,7	(2,0)	95,9	+6,1%

Les taux de marge sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Un tableau de passage entre résultat net et résultat net courant est présenté dans la partie « Du résultat net au résultat net courant » de ce communiqué.

EBIT

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT publié est en hausse de +30pb au 1^{er} semestre et de +20pb en excluant l'impact IFRS 16.

Résultat opérationnel

Les principaux éléments entre l'EBIT et le résultat opérationnel sont :

- Les charges sur plans d'actions gratuites correspondent au traitement comptable prévu par la norme IFRS 2. Elles sont en diminution de 4,8 m€ au 1^{er} semestre 2019 comparé au 1^{er} semestre 2018.
- La dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises relève principalement de l'allocation du goodwill de Berendsen. La baisse s'explique par la fin de l'amortissement des relations clientèles reconnues en 2007.
- Les autres produits et charges opérationnels (non-courant) correspondent principalement (i) aux frais connexes aux acquisitions de la période (c. 3m€), (ii) aux coûts de restructuration (c. 7m€), (iii) compensés par des reprises de provisions pour litiges, principalement au Royaume-Uni (c. 11m€).

Résultat financier

Le résultat financier diminue de -15,2m€ par rapport au 1^{er} semestre 2018. Cette diminution s'explique principalement par (i) des frais exceptionnels liés au refinancement de l'EMTN maturité 2024 (c. 9m€), (ii) des charges d'intérêts sur passifs locatifs qui apparaissent en 2019 à la suite de la première application d'IFRS 16 (c. 5m€) et (iii) la variation de juste valeur des swaps de taux pour c. 7m€, en lien avec la baisse des taux d'intérêt observée sur les marchés.

Résultat net

Le résultat net ressort à 60,3m€ au 1^{er} semestre, en forte augmentation par rapport au chiffre 2018 retraité. Cette augmentation est liée à celle du résultat opérationnel courant, ainsi qu'à la diminution des frais de restructuration.

Du résultat net au résultat net courant

En millions d'euros	S1 2019 publié	S1 2018 retraité
Résultat net	60,3	4,0
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises (nette de l'effet impôt)	33,9	44,4
Charge IFRS 2 (nette de l'effet impôt)	4,4	8,4
Amortissement accéléré des coûts du crédit-relais (net de l'effet impôt)	1,3	2,6
Coûts de refinancement EMTN (nets de l'effet impôt)	4,7	-
Charges et produits opérationnels non courants	(2,9)	36,5
dont reprises de provisions pour litiges	(10,8)	-
dont frais de restructuration liés à l'acquisition de Berendsen (nets de l'effet impôt)	3,3	8,6
dont autres frais de restructuration (nets de l'effet impôt)	2,0	3,3
dont frais connexes aux acquisitions (nets de l'effet impôt)	2,2	22,5
dont autres (nets de l'effet impôt)	0,3	2,1
Résultat net courant	101,7	95,9
Impact IFRS 16 sur le résultat net du 1 ^{er} semestre 2019	(2,0)	-
Résultat net courant hors IFRS 16	103,7	95,9

Hors IFRS 16, le résultat net courant ressort à 103,7m€ au 1^{er} semestre, en augmentation de +8,1% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Tableau de flux de trésorerie

En millions d'euros	H1 2019 publié	H1 2018 retraité
EBITDA	519,0	469,1
Éléments exceptionnels	(9,1)	(23,2)
Frais d'acquisitions	(2,7)	(2,0)
Variation de provisions	1,4	(3,7)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	508,6	440,2
Investissements nets	(329,5)	(294,1)
Variation du besoin en fonds de roulement	(53,2)	(57,1)
Intérêts financiers nets versés	(63,4)	(30,3)
Impôts versés	(46,5)	(26,1)
Free cash-flow	16,0	32,6
Paiement des passifs locatifs - principal (IFRS 16)	(35,5)	-
Acquisitions de filiales et autres frais liés	(77,3)	(93,0)
Dividendes, augmentation de capital et actions propres	(80,9)	(80,5)
Autres	6,0	12,1
Variation de la dette nette	(171,7)	(128,8)
Dette nette fin de période	3 529,4	3 415,4

Investissements

Au 1^{er} semestre, les investissements (hors acquisitions de filiales) du Groupe ressortent à 20,1% du chiffre d'affaires (incluant Clinical Solutions). Le Groupe confirme son objectif d'investissements pour l'année 2019 de l'ordre de 20% du chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au 1^{er} semestre, la variation du besoin de fonds de roulement opérationnel est de -53,2m€ (contre -57,1m€ au 1^{er} semestre 2018).

Intérêts financiers nets versés

Au 1^{er} semestre 2019, les intérêts financiers nets versés sont de -63,4m€ contre -30,3m€ au 1^{er} semestre 2018. Cette augmentation s'explique par (i) la faible base au 1^{er} semestre 2018, le paiement du coupon de l'obligation EMTN (maturités 2023 & 2026) au titre de l'année 2018 ayant été réalisé à partir du deuxième semestre 2018, (ii) le paiement d'une indemnité de rupture anticipée de 6m€ dans le cadre du refinancement de l'obligation 800m€ échéance 2022 et par (iii) la charge d'intérêts sur passifs locatifs et locations-financements d'environ 5m€.

Free cash-flow

Le free cash-flow ressort à 16,0m€, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2018. Cette diminution est liée à l'augmentation des intérêts financiers nets versés (la base 2018 étant artificiellement basse) et le rythme de versement de l'impôt qui est désormais normatif.

Distribution au titre de l'exercice 2018

L'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 23 mai 2019 a approuvé la distribution de 0,37€ par action au titre de l'exercice 2018. Cette distribution a été effectuée le 29 mai 2019 pour un montant total de 81,3m€.

Endettement financier net

La dette nette du Groupe au 30 juin 2019 est de 3 529,4m€ contre 3 357,7€ au 31 décembre 2018. Le levier d'endettement calculé pour les besoins des covenants bancaires (Dette nette ajustée / EBITDA pro forma des acquisitions finalisées au cours des 12 derniers mois et après synergies) s'élève à 3,48 fois.

1.4 Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2019 sont ceux détaillés aux chapitres 2 et 3 du Document de Référence 2018, aux sections respectivement 2.1 « Facteurs de risques » (pages 54 à 65) et 3.2 « Risques Sociaux » (pages 79 à 83) et 3.3 « risques environnementaux (pages 83 à 86).

Ces facteurs de risque demeurent applicables à la date du présent rapport et n'ont pas subi d'évolution significative, à l'exception des litiges mentionnés à la note 7.2 des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Ces risques sont ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

1.5 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 2.3 des comptes consolidés intermédiaires condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

1.6 Évolution de la Gouvernance

Le 23 mai 2019, s'est tenue l'assemblée générale mixte d'Elis au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé le renouvellement des mandats de membre du conseil de surveillance de Monsieur Thierry Morin, Philippe Delleur et Magali Chessé (cette dernière de même que Monsieur Thierry Morin ayant par ailleurs été renouvelés dans leurs fonctions respectives au sein des comités spécialisés du conseil de surveillance) chacun pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022. Les actionnaires ont par ailleurs ratifié la cooptation de Monsieur Antoine Burel décidée par le conseil de surveillance du 20 février 2019 en remplacement d'Agnès Pannier-Runacher démissionnaire par suite de son entrée en fonctions au sein du

gouvernement, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2021. Antoine Burel assure par ailleurs les fonctions de Président du comité d'audit depuis son entrée au conseil de surveillance.

Comme annoncé le 3 mai 2019, Maxime de Bentzmann, membre du Conseil de surveillance d'Elis nommé le 9 mars 2016 sur proposition d'Eurazeo et de Legendre Holding 27, a démissionné de ses fonctions au sein du Conseil de surveillance avec effet au 23 mai 2019. Cette démission résulte de l'accord de gouvernance conclu le 30 mai 2016 entre Eurazeo, Legendre Holding 27 et Predica et modifié le 11 juillet 2018 relatif au gouvernement d'entreprise d'Elis visant notamment à convenir de certains engagements concernant la composition du conseil de surveillance d'Elis compte tenu de leurs participations respectives au sein de la Société.

Ainsi au 30 juin 2019, la composition du conseil de surveillance d'Elis et de ses comités ainsi que celle du directoire était la suivante :

Conseil de surveillance :

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Expiration du mandat
Thierry Morin	Président	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022
Marc Frappier	Vice-Président	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019
Magali Chessé	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022
Philippe Delleur	Membre	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022
Florence Noblot	Membre	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020
Antoine Burel	Membre	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2021
Joy Verlé	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020
Anne-Laure Commault	Membre	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020

■ Membre indépendant.

Comité d'audit :

Nom	Qualité	Expiration du mandat
Antoine Burel	Président	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2021
Thierry Morin	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022
Magali Chessé	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022

Comité des nominations et des rémunérations :

Nom	Qualité	Expiration du mandat
Florence Noblot	Présidente	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2020
Thierry Morin	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022
Marc Frappier	Membre	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019

Directoire :

Nom	Qualité	Expiration du mandat
Xavier Martiré	Président du directoire	5 septembre 2022
Louis Guyot	Membre du directoire	5 septembre 2022
Matthieu Lecharny	Membre du directoire	5 septembre 2022

1.7 Informations concernant le capital social

1.7.1 REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET ACTIONNARIAT

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse <http://www.corporate-elis.com>.

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2019 :

Actionnaires	30 juin 2019					
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Legendre Holding 27 SAS ^(a)	12 525 382	20 880 009	20 880 009	5,67	8,51	8,52
Crédit Agricole SA, dont ^(b)	14 086 181	28 077 843	28 077 843	6,38	11,44	11,45
- Predica	13 991 662	27 983 324	27 983 324	6,34	11,41	11,41
Canada Pension Plan Investment Board ^(c)	27 328 009	27 328 009	27 328 009	12,38	11,15	11,15
Flottant, dont	166 588 430	168 897 433	168 897 433	75,47	68,89	68,89
- Franklin Resources, Inc.	2 742 368	2 742 368	2 742 368	1,24	1,12	1,12
- Ameriprise Financial, Inc. ^(d)	12 258 659	12 258 659	12 258 659	5,55	5,00	5,00
- FMR LLC ^(e)	10 743 419	10 743 419	10 743 719	4,87	4,38	4,38
- Dirigeants et salariés ^{(f)(g)}	1 880 933	2 146 255	2 146 255	0,85	0,87	0,88
Actions auto-détenues ^(h)	197 797	197 797	0	0,09	0,08	0
TOTAL	220 725 799	245 381 091	245 183 294	100	100	100
<p>(a) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil du 26 juin 2018.</p> <p>(b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil du 8 mars 2019</p> <p>(c) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil du 26 novembre 2018.</p> <p>(d) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil du 3 juillet 2019 (Date du franchissement de seuil : 28 juin 2019)</p> <p>(e) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil du 24 janvier 2019</p> <p>(f) Suite à l'acquisition de 299 820 et de 498 434 actions respectivement au titre du plan d'attribution d'actions de performance mis en œuvre le 24 mars 2019 dont la période d'acquisition a expiré 24 mars 2019 et au titre du plan du 15 juin 2016 dont la période d'acquisition a expiré le 15 juin 2019</p> <p>(g) dont 393 532 actions détenues par l'Employee Benefit Trust</p> <p>(h) dont 197 252 actions détenues au titre du contrat de liquidité.</p>						

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2019 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

1.7.2 FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Depuis le 1^{er} janvier 2019, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

Actionnaire	Date de la déclaration	Référence de la déclaration	Franchissement
Ameriprise Financial, Inc	3 juillet 2019	2019C1082	Franchissement à la hausse du seuil de 5% des droits de vote.
FMR LLC	24 janvier 2019	2019C0161	Franchissement à la baisse du seuil de 5% du capital social
FMR LLC	21 janvier 2019	2019C0139	Franchissement à la baisse du seuil de 5 % des droits de vote.

1.7.3 ACTIONS POTENTIELLES

Au 30 juin 2019, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 13 124 018 actions au titre des obligations à options de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (Océanes) – ce nombre tenant compte de l'ajustement du ratio de conversion intervenu consécutivement à la distribution le 31 mai 2019 d'une somme prélevée sur les réserves (cf note 10.2 des comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2019)- et 2 386 837 actions au titre des actions de performance en cours d'acquisition (ce nombre comprenant entre autres les 1 058 812 actions de performance attribuées le 2 mai 2019 pour lesquelles la période d'acceptation de l'attribution viendra à échéance le 7 juillet 2019) et susceptibles d'être couvertes par des actions nouvelles. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments était ainsi d'environ 7,02 % du capital social au 30 juin 2019.

A ce titre, il est précisé que le ratio de conversion des Océanes a fait l'objet d'un ajustement par suite de la décision des actionnaires du 23 mai 2019 de distribuer une somme prélevée sur le compte « Prime d'émission, de fusion, d'apport » de 0,37 € par action.

1.7.4 PACTE D'ACTIONNAIRES ET ACCORDS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE)

Aucun nouvel accord ou pacte d'actionnaires n'a été conclu depuis le début de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019 et les accords et pactes décrits dans le document de référence 2018, en cours à la date du présent rapport semestriel n'ont pas été modifiés.

1.8 Evénements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels

Aucun autre événement n'est survenu postérieurement à l'arrêté des comptes semestriels.

2

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSES

2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018 retraité*
<i>(non audité)</i>			
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	3.1/3.3	1 603,7	1 533,9
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(258,4)	(255,7)
Coûts de traitement		(611,2)	(573,3)
Coûts de distribution		(264,7)	(254,6)
Marge brute		469,4	450,4
Frais de vente, généraux et administratifs		(267,9)	(265,9)
Corrections de valeur pour pertes sur créances clients et autres créances		(1,3)	(3,3)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	3.2	200,1	181,2
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	4.1	(42,1)	(60,9)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	6.2	-	-
Autres produits et charges opérationnels	4.2	0,3	(41,6)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		158,3	78,8
RÉSULTAT FINANCIER NET	8.1	(73,4)	(58,2)
Résultat avant impôt		84,9	20,6
Charge d'impôt	9	(24,7)	(16,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	-
Résultat des activités poursuivies		60,3	4,0
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	2.5	1,0	(0,9)
RÉSULTAT NET		61,3	3,1
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		61,5	3,2
- participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	(0,2)
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,28	€0,01
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,28	€0,01
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,27	€0,02
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,27	€0,02

* voir Note 1.6

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018 retraité*
(non audité)			
RÉSULTAT NET		61,3	3,1
Gains/(pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture		(4,5)	2,4
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat		4,2	1,5
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt		(0,3)	3,9
Effets d'impôt		0,1	(1,1)
Variation net du coût de la couverture, avant impôt		(0,3)	-
Effets d'impôt		0,1	-
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets		(4,3)	(106,0)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(4,7)	(103,3)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts		5,1	20,3
Effets d'impôt		(0,3)	(3,9)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		4,8	16,3
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		0,1	(86,9)
RÉSULTAT GLOBAL		61,4	(83,8)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		61,6	(82,5)
- participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	(1,3)

* voir Note 1.6

2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	31/12/2018
<i>(non audité)</i>			retraité*
Écarts d'acquisition	6.1	3 775,6	3 745,5
Immobilisations incorporelles		892,4	925,2
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	11	370,8	-
Immobilisations corporelles	6.3	1 946,9	1 906,3
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	-
Autres participations		0,2	0,2
Autres actifs non courants		74,3	67,7
Actifs d'impôt différé		59,4	56,4
Actifs liés aux avantages au personnel		26,2	17,5
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		7 145,9	6 718,8
Stocks		135,2	120,2
Actifs sur contrats		34,9	31,7
Clients et autres débiteurs		706,7	649,9
Actifs d'impôt exigibles		30,2	10,4
Autres actifs		24,2	26,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	108,6	197,0
Actifs détenus en vue de la vente	2.5	50,0	41,7
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		1 089,7	1 077,0
TOTAL ACTIF		8 235,6	7 795,8

* voir Note 1.6

2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	31/12/2018
<i>(non audité)</i>			retraité*
Capital émis	10.1	220,7	219,9
Primes liées au capital	10.1/10.2	2 646,4	2 943,9
Réserves sur actions propres		(11,4)	(11,4)
Autres réserves		0,7	0,7
Résultats accumulés non distribués		211,8	(77,7)
Autres composantes des capitaux propres		(215,9)	(208,7)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		2 852,4	2 866,8
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	2.3	0,7	1,4
CAPITAUX PROPRES		2 853,1	2 868,2
Provisions	7.1	80,4	92,4
Passifs liés aux avantages au personnel		102,5	99,0
Emprunts et dettes financières	8.2/8.4	3 114,0	3 101,6
Passifs d'impôt différés		378,2	370,7
Passifs locatifs	11	310,1	-
Autres passifs non courants		29,6	15,3
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		4 014,6	3 679,1
Provisions - part à moins d'un an	7.1	21,4	24,0
Dettes d'impôt exigible		21,2	23,9
Fournisseurs et autres créditeurs		282,4	274,5
Passifs sur contrats		70,1	68,3
Passifs locatifs - part à moins d'un an	11	54,7	-
Autres passifs		375,1	381,5
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.3/8.4	524,0	453,1
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	2.5	18,8	23,3
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		1 367,9	1 248,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		8 235,6	7 795,8

* voir Note 1.6

2.5 État des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018
<i>(non audité)</i>			retraité*
Résultat net consolidé		61,3	3,1
Charge d'impôt	2.5/9	24,9	16,5
Résultat financier net	2.5/8.1	73,5	58,2
Paievements en actions		4,6	6,9
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	342,6	333,5
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(0,2)	(0,1)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2,0	2,2
Autres		(0,0)	20,1
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		508,6	440,2
Variation des stocks		(14,7)	(9,1)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats		(41,5)	(60,0)
Variation des autres actifs		3,5	(1,8)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		(9,2)	(11,7)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs		11,1	26,8
Variation des autres postes		(2,3)	(1,1)
Avantages au personnel		(0,0)	(0,1)
Impôts versés		(46,5)	(26,1)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		408,8	357,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(11,0)	(7,5)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		-	0,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(320,8)	(291,2)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		2,3	4,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(48,7)	(56,6)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		(0,0)	1,0
Variation des prêts et avances consentis		0,4	0,4
Dividendes reçus des participations associées		0,0	0,1
Subventions d'investissement		0,0	-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(377,7)	(349,1)
Augmentation de capital		0,0	9,4
Actions propres		0,0	(10,4)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		(81,3)	(81,0)
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Variation de l'endettement (1)	8.2	102,3	137,6
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.2	1 292,1	1 447,1
- Remboursement d'emprunts	8.2	(1 189,8)	(1 309,5)
Paievements de passifs locatifs – principal (2018 : Paievements au titre des locations-financements)		(35,5)	(1,7)
Intérêts financiers nets versés		(63,4)	(30,3)
Autres flux liés aux opérations de financement		(20,5)	(30,0)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(98,3)	(6,4)
VARIATION DE TRÉSORERIE		(67,2)	1,5
Trésorerie à l'ouverture		179,1	203,0
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		0,2	(2,9)
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE		112,2	201,6

(1) Variation nette des lignes de crédit

* voir Note 1.6

2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2019

(en millions d'euros)

Note

		Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur ac- tions propres	Autres réserves	Résultats accumulés non distri- bués	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de cou- verture	Réserves de conver- sion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le con- trôle	Capitaux propres
<i>(non audité)</i>													
Solde au 31 décembre 2018 (re- traité*)		219,9	2 943,9	(11,4)	0,7	(77,7)	(5,6)	0,3	(241,3)	37,8	2 866,8	1,4	2 868,2
Première application d'IFRS 16						-					-		-
Première application d'IFRIC 23						-					-		-
Solde ajusté au 1er janvier 2019		219,9	2 943,9	(11,4)	0,7	(77,7)	(5,6)	0,3	(241,3)	37,8	2 866,8	1,4	2 868,2
Augmentations de capital en numéraire		-	-	-	-	0,0	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Distributions aux actionnaires	10.2	-	(81,4)	-	-	0,2	-	-	-	-	(81,3)	-	(81,3)
Émission de titres convertibles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions		-	-	-	-	4,5	-	-	-	-	4,5	-	4,5
Mouvements sur actions propres		-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		-	-	-	-	3,1	-	-	(2,5)	-	0,6	(0,5)	0,1
Acquisitions de filiales - minori- taires												(0,0)	(0,0)
Autres variations	10.1	0,8	(216,1)	-	-	215,5	-	-	-	-	0,2	-	0,2
Résultat net de la période		-	-	-	-	61,5	-	-	-	-	61,5	(0,2)	61,3
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres		-	-	-	-	4,8	(0,2)	(0,2)	(4,3)	-	0,1	0,0	0,1
Résultat global		-	-	-	-	66,3	(0,2)	(0,2)	(4,3)	-	61,6	(0,2)	61,4
Solde au 30 juin 2019		220,7	2 646,4	(11,4)	0,7	211,8	(5,8)	0,1	(248,1)	37,8	2 852,4	0,7	2 853,1
										(215,9)			

*voir Note 1.6

2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2018

(en millions d'euros)

Note

	Capital émis	Primes liées au capital	Réserves sur ac- tions propres	Autres réserves	Résultats accumulés non distri- bués	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de cou- verture	Réserves de conver- sion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le con- trôle	Capitaux propres
<i>(non audité)</i>												
Solde au 31 décembre 2017 (re- traité*)	219,4	3 025,7	(0,7)	0,7	(213,7)	(5,5)	-	(143,6)	37,8	2 920,2	2,9	2 923,0
Première application d'IFRS 15 (net de l'effet impôt)					22,6					22,6		22,6
Première application d'IFRS 9 (net de l'effet impôt)					10,8					10,8		10,8
Solde ajusté au 1er janvier 2018	219,4	3 025,7	(0,7)	0,7	(180,3)	(5,5)	-	(143,6)	37,8	2 953,6	2,9	2 956,4
Augmentations de capital en numéraire	-	-	-	-	8,6	-	-	-	-	8,6	0,8	9,4
Distributions aux actionnaires	-	(81,0)	-	-	(0,0)	-	-	-	-	(81,0)	-	(81,0)
Émission de titres convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	-	-	6,9	-	-	-	-	6,9	-	6,9
Mouvements sur actions propres	-	-	(10,4)	-	-	-	-	-	-	(10,4)	-	(10,4)
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle	-	-	-	-	(11,3)	-	-	1,4	-	(9,9)	0,5	(9,4)
Acquisitions de filiales - minori- taires											(0,0)	(0,0)
Autres variations	0,5	(0,7)	0,1	-	8,4	(0,0)	-	-	-	8,3	0,0	8,3
Résultat net de la période	-	-	-	-	3,2	-	-	-	-	3,2	(0,2)	3,1
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	16,3	2,7	-	(104,9)	-	(85,8)	(1,1)	(86,9)
Résultat global	-	-	-	-	19,6	2,7	-	(104,9)	-	(82,5)	(1,3)	(83,8)
Solde au 30 juin 2018 (retraité)	219,9	2 944,0	(11,0)	0,7	(148,2)	(2,7)	-	(247,0)	37,8	2 793,5	2,9	2 796,4
								(211,9)				

2.8 Notes explicatives

Elis est un groupe multiservice, leader de la location-entretien d'articles textiles et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine. Le Groupe livre des centaines de milliers de clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services. Elis est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis-Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le directoire le 24 juillet 2019 et ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'audit le 23 juillet 2019 et par le Conseil de surveillance d'Elis le 24 juillet 2019. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes.

NOTE 1 Méthodes et principes comptables

1.1 Base de préparation

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception principalement :

- des instruments financiers dérivés et des actifs compensatoires, passifs éventuels et passifs financiers représentatifs d'un ajustement de prix, reconnus dans un regroupement d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur ;
- des passifs (actifs) liés aux avantages au personnel, qui sont évalués à la juste valeur des actifs des plans à laquelle est retranchée la valeur actuelle des obligations à prestations définies, tels que limités par la norme IAS 19 ;
- des actifs détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1.2 Référentiel appliqué

Les comptes consolidés intermédiaires condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Committee* (« IFRIC »), à présent appelé IFRS *Interpretation Committee* ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), adoptées par l'Union européenne et applicables à cette date.

Les comptes présentent :

- l'état du résultat net consolidé et l'état du résultat global consolidé ;
- l'état de la situation financière consolidée ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- les notes explicatives.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2018 et avec les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2018.

1.3 Impact des nouvelles normes

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception des normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2019.

Ainsi, les comptes consolidés condensés sont établis pour la première fois en appliquant la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 et l'interprétation IFRIC 23.

• IFRS 16 « Contrats de location »

Le Groupe a mis en œuvre ce texte en appliquant la méthode dite rétrospective modifiée. Ainsi l'effet cumulatif de l'adoption d'IFRS 16 est reconnu comme un ajustement comptabilisé à la date d'application initiale, sans retraitement rétrospectif de l'information comparative. Le Groupe a utilisé les expédients pratiques disponibles dont principalement l'application de l'exemption relative aux contrats de location dont la fin du contrat se termine dans les 12 mois suivant la date de première application de la norme.

Par ailleurs, le Groupe a également choisi d'utiliser les dispenses de comptabilisation pour les contrats de location qui, à la date de commencement, ont une durée de location de 12 mois ou moins et ne contiennent pas d'option d'achat («contrats de location à court terme»), et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur («actifs de faible valeur»).

Le Groupe a conclu des contrats de location pour divers biens immobiliers, véhicules, machines et autres équipements. Avant l'adoption de la norme IFRS 16, le Groupe classait chacun de ses contrats de location (en tant que locataire) à la date de commencement comme un contrat de location simple ou un contrat de location financement. Un contrat de location était classé en tant que contrat de location-financement s'il transférait au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif loué ; sinon, il s'agissait d'un contrat de location simple. Les contrats de location financement ont été capitalisés au début du contrat de location à la juste valeur initiale du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location ont été répartis entre les intérêts (comptabilisés en charges financières) et la réduction de la dette de location-financement. Dans un contrat de location simple, l'actif loué n'était pas capitalisé et les paiements de location étaient comptabilisés en tant que charge de location en résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Les loyers payés d'avance et les loyers courus étaient comptabilisés respectivement dans les charges constatées d'avance et les fournisseurs.

■ Contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement : Le Groupe n'a pas modifié la valeur comptable initiale des actifs et des passifs comptabilisés à la date de première application ; les actifs et passifs liés au droit d'utilisation sont égaux aux actifs et passifs du contrat de location comptabilisés antérieurement selon IAS 17.

■ Contrats de location précédemment comptabilisés en tant que contrats de location simple : le Groupe a comptabilisé les actifs liés au droit d'utilisation et les passifs locatifs, à l'exception des contrats de location à court terme et des contrats de location d'actifs de faible valeur. Les actifs liés au droit d'utilisation ont été comptabilisés sur la base d'un montant égal au passif du contrat de location, ajusté en fonction des loyers éventuellement payés d'avance et des paiements de location déjà comptabilisés. Les passifs au titre des contrats de location ont été comptabilisés en fonction de la valeur actuelle des paiements de location restants, actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal à la date de la première application.

Les impacts au 1^{er} janvier 2019 sont les suivants :

(en millions d'euros)	01/01/2019
Immobilisations incorporelles	(1,1)
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	394,2
Immobilisations corporelles	(26,9)
TOTAL ACTIF	366,2
CAPITAUX PROPRES	-
Emprunts et dettes financières	(19,5)
Passifs locatifs	329,4
Passifs locatifs - part à moins d'un an	59,6
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	(3,4)
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	366,2

Les passifs locatifs au titre des contrats de location au 1^{er} janvier 2019 peuvent être rapprochés des engagements au titre des contrats de location simple au 31 décembre 2018 comme suit :

Engagements au titre des contrats de location simple publiés au 31/12/2018	339,0
Engagements relatifs à des contrats court terme	(4,0)
Options de renouvellements raisonnablement certaines	86,2
Autres ajustements	2,9
Passifs locatifs au titre des contrats de location simple non actualisés	424,2
Taux d'emprunt marginal pondéré au 01/01/2019	2,7%
Passifs locatifs au titre des contrats de location simple	366,2
Engagements préalablement classés en location-financement	22,9
Passifs locatifs au 01/01/2019	389,0
Dont:	
Passifs locatifs non courants	329,4
Passifs locatifs courants	59,6

• Résumé des nouveaux principes comptables

Les nouvelles méthodes comptables adoptées par le Groupe lors de l'adoption de la norme IFRS 16, appliquées à compter du 1^{er} janvier 2019 sont présentées ci-après :

• Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation

Le Groupe comptabilise les actifs liés au droit d'utilisation à la date de commencement du contrat de location (c'est-à-dire la date à laquelle l'ensemble sous-jacent est disponible). Les actifs liés au droit d'utilisation sont évalués au coût, déduction faite de l'amortissement et des pertes de valeur cumulés, et ajusté en fonction de la réévaluation des passifs liés aux contrats de location. Le coût des actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation comprend le montant des passifs liés aux contrats de location, des coûts directs initiaux engagés et des paiements de location versés avant la date de prise d'effet, déduction faite des incitations à la location reçues. À moins que le Groupe ne soit raisonnablement certain d'obtenir la propriété de l'actif loué à la fin de la durée du contrat de location, les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée la plus courte de sa durée d'utilité estimée et de la durée du contrat de location. Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont sujets à dépréciation.

• Passifs locatifs

À la date de début du contrat de location, le Groupe comptabilise les passifs locatifs évalués à la valeur actuelle des paiements locatifs à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de location comprennent les paiements fixes (y compris les paiements fixes en substance) moins les incitations à louer à recevoir, les paiements variables au titre de la location qui dépendent d'un indice ou d'un taux, ainsi que les montants qui devraient être payés au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements au titre de la location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat dont le Groupe est raisonnablement certain qu'elle sera exercée, ainsi que le paiement de pénalités pour résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat de location tient compte de l'exercice de l'option de résiliation par le Groupe. Les paiements de location variables qui ne dépendent pas d'un indice ou un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle survient l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Pour calculer la valeur actuelle des paiements de location, le Groupe utilise le taux d'emprunt marginal du Groupe ajusté d'un spread pays à la date de début de la location, si le taux d'intérêt implicite du contrat n'est pas facilement déterminable. Le taux dépend également de la durée du contrat. Après la date de commencement, le passif locatif est augmenté des intérêts courus et réduit avec les paiements de location effectués. En outre, la valeur comptable du passif locatif est réévaluée en cas de modification de la durée du contrat de location, de modification des paiements de location fixes en substance ou de modification de l'évaluation permettant d'acheter l'actif sous-jacent.

• Contrats de location à court terme et contrats de location d'actifs de faible valeur

Le Groupe applique l'exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme (c'est-à-dire que les contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois à compter de la date de début et qui ne contiennent pas d'option d'achat). Il applique également l'exemption de comptabilisation aux locations d'actifs de faible valeur (c'est-à-dire dont la valeur à neuf est inférieure à 4 000 €). Les paiements de location sur les contrats de location à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges de manière linéaire sur la durée de la location.

• Jugement important dans la détermination de la durée du contrat de location avec options de renouvellement

Le Groupe détermine la durée du contrat de location comme étant la durée non résiliable du contrat de location, ainsi que toute période couverte par une option de prolongation du contrat de location si elle est raisonnablement sûre d'être exercée, ou toute période couverte par une option de résiliation du contrat de location, si le Groupe est raisonnablement certain de ne pas exercer cette option.

Le Groupe a la possibilité, dans le cadre de certains de ses contrats de location, de louer les actifs pour une durée supplémentaire. Le Groupe fait preuve de jugement pour déterminer s'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de renouvellement. Autrement dit, il prend en compte les facteurs pertinents qui créent une incitation économique à exercer le renouvellement ainsi que le plan d'investissements stratégiques du Groupe à 5 ans. Par ailleurs, pour les baux commerciaux français dits 3/6/9, le Groupe applique la position de l'ANC de février 2018 qui conclut à l'absence, sur le plan comptable, d'existence d'une option de renouvellement à l'issue des 9 ans et suit les développements actuels à ce sujet.

• Jugement important dans l'analyse des actifs relatifs à la location-entretien

Les contrats de location-entretien ont généralement été analysés comme des contrats de service, ne transférant pas au client le droit d'utiliser un actif identifié (notamment à cause du droit de substitution substantiel des articles textiles). Les articles faisant l'objet d'un contrat de location-entretien sont dès lors comptabilisés en immobilisations.

• IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »

En juin 2017, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019, afin de clarifier la comptabilisation et l'évaluation des incertitudes relatives aux impôts sur le résultat. Le Groupe a estimé que cela n'a aucun impact sur l'évaluation des impôts. Cependant, des passifs d'impôts incertains à hauteur de 1,4 million d'euros classifiés en provisions ont été reclassés au bilan en dettes d'impôt exigible, tel que présenté à la Note 7 « Provisions et passifs éventuels ». L'effet

cumulatif de l'application initiale de l'interprétation a été enregistré à la date de première application, sans retraitement des informations comparatives, tel que prévu dans les méthodes de transition.

Par ailleurs, les autres amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe.

1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés requiert du management de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations (autres que ceux déjà décrits au paragraphe précédent et relatifs à IFRS 16) sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2018, à l'exception :

- de l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt, tel que décrit à la note 9;
- de la CVAE et la participation pris en compte dans les résultats des entités françaises du Groupe, qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- des engagements de retraite qui n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2019 sur la base des données retenues au 31 décembre 2018, extrapolée des variations significatives des hypothèses (variation des taux d'actualisation).

1.5 Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations. Par conséquent, les résultats intermédiaires pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats pour la totalité de l'année 2019.

1.6 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Les tableaux suivants présentent les ajustements liés aux regroupements d'entreprises antérieurs par rapport au compte de résultat au 30 juin 2018 inclus dans les comptes consolidés intermédiaires condensés et aux états financiers au 31 décembre 2018 antérieurement publiés.

• IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

La norme IFRS3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

Les principaux ajustements par rapport aux comptes consolidés intermédiaires antérieurement publiés concernent le compte de résultat du 1^{er} semestre 2018. En effet, la comptabilisation initiale de certains regroupements d'entreprises (principalement du groupe Berendsen) était inachevée en juillet 2018 : en particulier, la valorisation des marques, logiciels, et relations clientèle et les expertises immobilières destinées à comptabiliser les terrains et bâtiments à leur juste valeur, n'ont été finalisées qu'au second semestre 2018, tel que décrit à la Note 1.4 « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2018.

1.6.1 ÉTAT DU RESULTAT NET CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2018 publié	IFRS 3	30/06/2018 retraité
<i>(non audité)</i>			
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE	1 533,9	-	1 533,9
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(255,7)	-	(255,7)
Coûts de traitement	(573,4)	0,1	(573,3)
Coûts de distribution	(254,6)	-	(254,6)
Marge brute	450,3	0,1	450,4
Frais de Vente, Généraux et Administratifs	(264,5)	(1,4)	(265,9)
Corrections de valeur pour pertes sur créances clients et autres créances	(3,3)	-	(3,3)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	182,5	(1,3)	181,2
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(30,9)	(29,9)	(60,9)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(41,6)	-	(41,6)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	110,0	(31,2)	78,8
RÉSULTAT FINANCIER NET	(58,2)	-	(58,2)
Résultat avant impôt	51,8	(31,2)	20,6
Charge d'impôt	(23,4)	6,8	(16,6)
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-
Résultat des activités poursuivies	28,4	(24,4)	4,0
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	(0,9)	-	(0,9)
RÉSULTAT NET	27,5	(24,4)	3,1
Attribuables aux :			0
- actionnaires de la société mère	27,7	(24,4)	3,2
- participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	-	(0,2)
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,13		€0,01
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,13		€0,01
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,13		€0,02
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€0,13		€0,02

1.6.2 ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2018 publié	IFRS 3	30/06/2018 retraité
(non audité)			
RÉSULTAT NET	27,5	(24,4)	3,1
Gains/(pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture	2,4		2,4
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat	1,5		1,5
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	3,9	-	3,9
Effets d'impôt	(1,1)		(1,1)
Variation net du coût de la couverture, avant impôt	-		-
Effets d'impôt	-		-
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets	(106,0)	-	(106,0)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	(103,3)	-	(103,3)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts	20,3		20,3
Effets d'impôt	(3,9)		(3,9)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	16,3	-	16,3
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(86,9)	-	(86,9)
RÉSULTAT GLOBAL	(59,4)	(24,4)	(83,8)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère	(58,1)	(24,4)	(82,5)
- participations ne donnant pas le contrôle	(1,3)	-	(1,3)

1.6.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE ACTIF

(en millions d'euros)	31/12/2018	IFRS 3	IFRS 3	IFRS 3	31/12/2018
		affectation à la date d'acquisition	variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	écarts de change	
<i>(non audité)</i>	publié				retraité
Écarts d'acquisition	3 744,9	0,6	-	-	3 745,5
Immobilisations incorporelles	925,2	-	-	-	925,2
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation					
Immobilisations corporelles	1 906,3	-	-	-	1 906,3
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	-	-
Autres participations	0,2	-	-	-	0,2
Autres actifs non courants	67,7	-	-	-	67,7
Actifs d'impôt différé	56,4	-	-	-	56,4
Actifs liés aux avantages au personnel	17,5	-	-	-	17,5
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	6 718,2	0,6	-	-	6 718,8
Stocks	120,2	-	-	-	120,2
Actifs sur contrats	31,7	-	-	-	31,7
Clients et autres débiteurs	649,9	-	-	-	649,9
Actifs d'impôt exigibles	10,4	-	-	-	10,4
Autres actifs	26,0	-	-	-	26,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,0	-	-	-	197,0
Actifs détenus en vue de la vente	41,7	-	-	-	41,7
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	1 077,0	-	-	-	1 077,0
TOTAL ACTIF	7 795,2	0,6	-	-	7 795,8

1.6.4 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE - PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	31/12/2018	IFRS 3	IFRS 3	IFRS 3	31/12/2018
(non audité)	publié	affectation à la date d'acquisition	variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	écarts de change	retraité
Capital émis	219,9				219,9
Primes liées au capital	2 943,9				2 943,9
Réserves sur actions propres	(11,4)				(11,4)
Autres réserves	0,7				0,7
Résultats accumulés non distribués	(77,7)	0,0	-	-	(77,7)
Autres composantes des capitaux propres	(208,7)	-	-	-	(208,7)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	2 866,8	0,0	-	-	2 866,8
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	1,4	-	-	-	1,4
CAPITAUX PROPRES	2 868,2	0,0	-	-	2 868,2
Provisions	92,4	-	-	-	92,4
Passifs liés aux avantages au personnel	99,0	-	-	-	99,0
Emprunts et dettes financières	3 101,6	-	-	-	3 101,6
Passifs d'impôt différés	370,9	(0,2)	-	-	370,7
Passifs locatifs	-	-	-	-	-
Autres passifs non courants	15,3	-	-	-	15,3
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	3 679,3	(0,2)	-	-	3 679,1
Provisions - part à moins d'un an	23,2	0,8	-	-	24,0
Dettes d'impôt exigible	23,9	-	-	-	23,9
Fournisseurs et autres créditeurs	274,4	0,0	-	-	274,5
Passifs sur contrats	68,3	-	-	-	68,3
Passifs locatifs - part à moins d'un an	-	-	-	-	-
Autres passifs	381,5	0,0	-	-	381,5
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	453,1	-	-	-	453,1
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	23,3	-	-	-	23,3
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 247,7	0,9	-	-	1 248,5
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 795,2	0,6	-	-	7 795,8

1.6.5 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)

30/06/2018

IFRS 3

30/06/2018

	publié		retraité
Résultat net consolidé	27,5	(24,4)	3,1
Charge d'impôt	23,3	(6,8)	16,5
Résultat financier net	58,2	-	58,2
Paiements en actions	6,9		6,9
Dotations nettes aux amortissements et provisions	302,2	31,2	333,5
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	(0,1)		(0,1)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,2		2,2
Autres	20,1		20,1
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	440,2	-	440,2
Variation des stocks	(9,1)		(9,1)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats	(60,0)		(60,0)
Variation des autres actifs	(1,8)		(1,8)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	(11,7)		(11,7)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs	26,8		26,8
Variation des autres postes	(1,1)		(1,1)
Avantages au personnel	(0,1)		(0,1)
Impôts versés	(26,1)		(26,1)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	357,1	-	357,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7,5)		(7,5)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	0,5		0,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(291,2)		(291,2)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	4,0		4,0
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(56,6)		(56,6)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	1,0		1,0
Variation des prêts et avances consentis	0,4		0,4
Dividendes reçus des participations associées	0,1		0,1
Subventions d'investissement	-		-
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(349,1)	-	(349,1)
Augmentation de capital	9,4		9,4
Actions propres	(10,4)		(10,4)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère	(81,0)		(81,0)
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-		-
Variation de l'endettement (1)	137,6		137,6
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 447,1		1 447,1
- Remboursement d'emprunts	(1 309,5)		(1 309,5)
Paiements de passifs locatifs – principal (2018 : Paiements au titre des locations-financements)	(1,7)		(1,7)
Intérêts financiers nets versés	(30,3)		(30,3)
Autres flux liés aux opérations de financement	(30,0)		(30,0)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(6,4)	-	(6,4)
VARIATION DE TRÉSORERIE	1,5	-	1,5
Trésorerie à l'ouverture	203,0		203,0
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	(2,9)		(2,9)
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE	201,6	-	201,6

(1) Variation nette des lignes de crédit

NOTE 2 Modifications du périmètre de consolidation et faits marquants

2.1 Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2019

Le Groupe a procédé aux regroupements d'entreprises suivants au cours de la période :

En Allemagne :

Le 14 janvier, Elis a acquis 100 % de Curantex GmbH et Curantex GmbH & Co. KG (« Curantex ») en Allemagne. L'usine de Curantex, localisée à Erkelenz en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, sert des clients sur le marché de la Santé : hôpitaux et maisons de retraite (Linge plat, Vêtements professionnels et Vêtements des résidents). Groupe familial, Curantex a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 14 millions d'euros. Cette acquisition, qui densifie le réseau existant d'Elis dans la région de Cologne, permettra d'optimiser les usines de l'Ouest de l'Allemagne, zone très dense en population où Elis gère déjà cinq usines Linge plat et deux usines Vêtement.

En Colombie :

Le 14 janvier, Elis a finalisé l'acquisition de 100 % de Metropolitana S.A.S en Colombie. Metropolitana dispose de deux usines à Bogota dédiées aux opérateurs de la Santé, de l'Industrie et de l'Hôtellerie. Groupe familial, Metropolitana a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros. Cette acquisition, permet d'une part, de densifier le réseau existant d'Elis dans la région de Bogota, et d'autre part de développer les secteurs de l'Hôtellerie et de l'Industrie dans lesquels Elis était jusqu'alors moins présent.

Au Danemark :

Le 4 janvier, le Groupe a finalisé l'acquisition de 100 % de A-vask A/S au Danemark. Groupe familial, A-vask A/S dispose de deux usines multiservices à Aabenraa (Sud du Danemark) et à Taastrup (région de Copenhague) avec une clientèle dans le secteur de l'Hôtellerie et le secteur public. A-vask A/S a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 8 millions d'euros.

En Espagne :

Le 29 janvier, Elis a annoncé l'acquisition de 100 % de Lloguer Textil Maresme, S.L (Lloguer Textil) en Espagne. Lloguer Textil est un groupe familial qui dispose d'une usine de Linge plat à Mataro, au nord de Barcelone, qui a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires d'environ 3 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe a aussi acquis les sociétés Base Lavanderias et Marina de Complementos qui opèrent dans le secteur de la Santé (linge plat) à Valence et dans la Rioja, employant près de 50 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de près de 1,6 million d'euros.

En France :

Le 5 février, Elis a procédé à l'acquisition de 100 % de Rathiboust, qui est une entreprise française de *Pest Control* servant principalement les syndic et copropriétés en Île-de-France. L'entreprise emploie 13 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,5 million d'euros en 2018.

Le 21 février, Elis a finalisé l'acquisition de 100 % de Blanchisserie Sud Aquitaine. Cette entreprise opère sur le marché de l'hôtellerie-restauration en Nouvelle Aquitaine, emploie près de 40 salariés et réalise un chiffre d'affaires d'environ 3,6 millions d'euros.

Par ailleurs, la société Les Lavandières a acquis en date du 1^{er} mars 2019 un fonds de commerce *Pest Control* dans la région de Nantes (0,2 million d'euros de chiffre d'affaires l'an dernier, 4 collaborateurs).

En Norvège :

Fin avril, le Groupe a finalisé l'acquisition du fonds de commerce de Storvask, une entreprise de tapis et de vêtement de travail, situé dans la région de Trondheim. Cette activité génère un chiffre d'affaires de près de 1 million d'euros.

Au Royaume-Uni :

Fin mars, Elis a acquis le fonds de commerce d'Ocean Breeze, qui opère sur le marché de l'hôtellerie-restauration en Cornouailles. Cette activité génère un chiffre d'affaires de près de 0,8 million d'euros.

En Suède :

Le 1^{er} mars, Elis a acquis 100 % de Carpeting Entrémattor en Suède. Groupe familial situé à Stockholm, Carpeting Entrémattor est dédié entièrement à la location-entretien de tapis pour des clients de toutes tailles qui opèrent dans des secteurs variés. Il a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires d'environ 3,5 millions d'euros.

Fin mars, Elis a procédé à l'acquisition Skräddarens Tvätt & Hyrservice, une entreprise de tapis et de vêtement de travail, situé dans la région de Umea. L'entreprise emploie 13 salariés et réalise un chiffre d'affaires d'environ 2,4 millions d'euros.

En Suisse :

Le 2 avril, Elis a procédé à l'acquisition d'AS Désinfection, qui opère sur le marché de la 3D dans la région de Fribourg. Cette entreprise emploie 3 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ 0,5 million d'euros.

• Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	dont France	dont Alle- magne	dont Co- lombie	dont Da- nemark	dont Suisse	dont Suède	dont Nor- vège	dont Royaume- Uni	dont Es- pagne
Bilan										
Immobilisations incorporelles	10,4	-	-	-	-	-	8,5	-	0,7	1,3
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6,2	-	-	0,8	5,4	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	17,8	1,5	7,7	0,6	2,3	0,0	3,8	0,4	0,2	1,4
Autres participations	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Autres actifs non courants	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Stocks	0,5	0,1	0,1	-	-	0,0	-	-	0,0	0,3
Clients et autres débiteurs	10,6	0,9	1,3	0,9	5,3	0,0	-	-	-	2,2
Actifs d'impôt exigibles	0,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0
Autres actifs	0,2	0,1	0,0	-	0,1	0,0	-	-	-	0,0
Trésorerie et équivalents	1,4	0,1	(0,1)	0,6	(0,1)	0,1	-	-	-	0,8
Provisions	(0,0)	-	-	-	-	(0,0)	-	-	-	-
Passifs d'impôt différés	(2,9)	-	(0,1)	-	(0,9)	-	(1,9)	-	-	-
Passifs locatifs	(4,8)	-	-	(0,6)	(4,2)	-	-	-	-	(0,1)
Autres passifs non courants	(0,6)	(0,5)	-	-	-	-	-	-	(0,1)	-
Dettes d'impôt exigible	(0,4)	-	(0,0)	(0,1)	(0,3)	(0,0)	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(9,8)	(0,3)	(2,7)	(0,5)	(4,8)	(0,0)	-	-	-	(1,6)
Passifs sur contrats	(0,1)	-	-	(0,0)	(0,1)	-	-	-	-	-
Passifs locatifs - part à moins d'un an	(0,1)	-	-	(0,1)	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	(1,6)	(0,5)	(0,4)	(0,3)	(0,0)	(0,0)	-	-	-	(0,4)
Concours bancaires courants et part des emprunts <1 an	(8,1)	(1,3)	(5,3)	(0,7)	-	-	-	-	-	(0,8)
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur (a)	18,7	0,1	0,5	0,6	2,6	0,1	10,4	0,4	0,8	3,2
Écart d'acquisition	34,4	4,6	11,0	4,0	3,9	0,4	8,5	1,2	0,1	0,7
Prix d'acquisition	53,1	4,7	11,5	4,6	6,6	0,5	18,9	1,5	0,8	3,9
Coûts connexes à l'acquisition	1,5	0,5	0,2	0,1	0,2	-	0,1	-	0,2	0,1

(a) valeur provisoire, voir ci-après

Au 30 juin 2019, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises en 2019 ont contribué pour 17,9 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 4,0 millions d'euros à l'EBITDA, pour 2,1 millions d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) et pour 0,9 million d'euros au résultat net. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2019, les produits des activités ordinaires additionnels auraient été de 2,9 millions d'euros, l'EBITDA additionnel de 0,5 million d'euros, le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) de 0,1 million d'euros et le résultat net serait inchangé.

• Écarts d'acquisition résiduels

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

• Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en millions d'euros)

	30/06/2019	dont France	dont Allemagne	dont Colombie	dont Danemark	dont Suisse	dont Suède	dont Norvège	dont Royaume-Uni	dont Espagne
Trésorerie nette acquise avec les filiales	1,4	0,1	(0,1)	0,6	(0,1)	0,1	-	-	-	0,8
Montant versé	(50,1)	(4,7)	(11,5)	(4,6)	(5,6)	(0,5)	(17,1)	(1,3)	(0,8)	(3,9)
Flux net de trésorerie	(48,7)	(4,6)	(11,6)	(4,1)	(5,7)	(0,4)	(17,1)	(1,3)	(0,8)	(3,1)

2.2 Modifications du périmètre de consolidation

Les modifications du périmètre intervenues au cours du 1^{er} semestre 2019 sont les suivantes :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 30/06/2019	% d'intérêts 31/12/2018
France				
Rathiboust, S.A.S.	Aulnay sous-Bois	Services textiles & hygiène	Fusion	-
Blanchisserie Sud Aquitaine, S.A.S.	Benesse marenne	Services textiles & hygiène	100	-
Allemagne				
Curantex Verwaltungs GmbH	Erkelenz	Autre activité	100	-
Curantex GmbH & Co. KG	Erkelenz	Services textiles & hygiène	100	-
Brésil				
Atmosfera Gestao e Higienização de Têxteis SA	Jundiai	Services textiles & hygiène	100	98
L'Acqua Lavanderias Ltda	Ponta Grossa	Services textiles & hygiène	100	98
Teclav Tecnologia e Lavagem Industrial Ltda	Eusébio	Services textiles & hygiène	100	98
Martins e Lococo Lavanderia Ltda	Caieiras	Services textiles & hygiène	100	98
MPW Lavanderia, Comércio e Serviços Ltda	Piracicaba	Services textiles & hygiène	100	98
Megalav Lavanderia Hospitalar Ltda	Serra	Services textiles & hygiène	100	98
Uniforme Lavanderia E Locação Ltda	Camaçari	Services textiles & hygiène	100	98
Prontlav Lavanderia Ltda	Fortaleza	Services textiles & hygiène	100	98
Toalhão locação e Higienização de Enxoval Ltda	Fortaleza	Services textiles & hygiène	100	98
NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda ME	Brasília	Services textiles & hygiène	100	98
Prolav Servicos Tecnicos Ltda	Rio Bonito	Services textiles & hygiène	100	98
Global Service Lavanderia Ltda ME	Goiana	Services textiles & hygiène	100	98
LVB Holding Ltda	Videira	Autre activité	100	98
Lavebras Gestao de Têxteis S.A.	Videira	Services textiles & hygiène	100	98
Atmosfera Gestao e Higienização de Uniformes Ltda	São José dos Pinhais	Services textiles & hygiène	100	98
Totalqualy Higienização Textil Ltda	São Bernardo do Campo	Services textiles & hygiène	100	98
Colombie				
Lavanderia Industrial Metropolitana S.A.S	Bogota D.C.	Services textiles & hygiène	100	-
Danemark				
A-vask A/S	Taastrup	Services textiles & hygiène	100	-
Jysk Linnedservice A/S	Kjellerup	Services textiles & hygiène	90	70
Espagne				
UTE Cantabria Lainpak	Cabezón de la Sal (Cantabria)	Sans activité	Liquidation	100
Lloguer Textil Maresme, S.L.	Cabrera de Mar (Barcelone)	Services textiles & hygiène	100	-
Base Lavandería, S.L.U.	Riba-roja de Túria (València)	Services textiles & hygiène	100	-
Marina de Complementos, S.L.U.	Manises (València)	Services textiles & hygiène	100	-

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 30/06/2019	% d'intérêts 31/12/2018
Royaume-Uni				
Rocialle Healthcare Ltd	Basingstoke	Services textiles & hygiène	100	-
Suède				
Carpeting Entrémattor i Stockholm AB	Skogås	Services textiles & hygiène	100	-
Skräddarens Tvätt & Hyrservice AB	Umeå	Services textiles & hygiène	100	-
Vialla Fastigheter AB	Skogås	Autre activité	100	-
Suisse				
InoTex Bern AG	Bern	Services textiles & hygiène	Fusion	100
Wäscherei Kunz AG	Rüdtligen-Alchenflüh	Services textiles & hygiène	Fusion	100
AS Désinfection SA	Lonay	Services textiles & hygiène	100	-

2.3 Information sur les rachats de participations ne donnant pas le contrôle

Au cours du mois de mai 2019, le Groupe a acquis a) le solde des actions qu'il ne détenait pas déjà de sa principale filiale brésilienne Atmosfera Gestao e Higienização de Têxteis SA, b) 20% des actions de sa filiale danoise Jysk Linnedservice A/S conformément aux engagements de rachat antérieurement pris par le Groupe, et comptabilisés au 31 décembre 2018 dans les autres passifs courants.

2.4 Refinancement

Le 30 avril 2019, le Groupe a intégralement remboursé les obligations *High yield* de 800 millions d'euros à échéance 2022, via la mise en place de deux nouveaux financements :

- dans le cadre de son programme EMTN renouvelé le 26 mars 2019, Elis a réalisé une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros le 11 avril 2019 ; ces obligations, de maturité 5 ans, offrent un coupon de 1,75% ;
- Elis a également contracté le 24 avril 2019 un financement de type USPP avec Barings et un groupe d'investisseurs américains, comportant deux tranches : une première tranche libellée en euro d'un montant de 300 millions d'euros de maturité de 10 ans et portant intérêt au taux de 2,70%, et une seconde tranche libellée en dollar américain d'un montant de 40 millions de maturité 10 ans et portant intérêt au taux de 4,99%. La tranche en dollar a été convertie en euro via la mise en place d'un cross-currency swap sur une durée de 10 ans, et offrant un coupon synthétique en euro de 2,69%.

Dans le cadre de la transaction USPP, le Groupe a été amené à engager un processus de notation par l'agence de notation DBRS, laquelle a attribuée à Elis SA une notation émettrice (« Issuer rating ») BBB low. Cette notation est la première notation *Investment Grade* obtenue par Elis SA.

Conformément à ses objectifs, ces nouveaux financements ont permis au Groupe de diversifier ses sources de financement, d'allonger la maturité moyenne de son endettement, de lisser ses échéances et d'abaisser son coût de financement global.

2.5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Le 25 juillet 2018, le Groupe a publiquement annoncé la décision autorisée par le conseil de surveillance de céder l'activité « Solutions cliniques » au Royaume-Uni et a classé cette activité en « Activités abandonnées » à compter du 30 juin 2018 et ne présente plus cette activité dans l'information sectorielle. Le résultat de cette activité pour la période est le suivant :

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Produits de l'activité ordinaire	34,7	33,7
Charges	(33,4)	(34,7)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	1,2	(1,0)
Charge d'impôt	(0,2)	0,1
Résultat net	1,0	(0,9)

Les actifs et passifs de l'activité « Solutions cliniques » classés comme détenus en vue de la vente sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	6,8	-
Immobilisations corporelles	5,1	4,8
Actifs d'impôt différé	0,7	0,7
Stocks	13,1	12,5
Clients et autres débiteurs	13,1	16,8
Actifs d'impôt exigibles	0,0	0,0
Autres actifs	1,9	2,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8,6	4,6
Actifs détenus en vue de la vente	49,2	41,4
Provisions	0,7	0,7
Passifs d'impôt différés	1,5	1,3
Passifs locatifs	5,3	-
Provisions - part à moins d'un an	0,1	0,1
Dettes d'impôt exigible	0,7	0,3
Fournisseurs et autres créditeurs	3,4	2,6
Passifs locatifs - part à moins d'un an	0,7	-
Autres passifs	6,4	7,7
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	-	10,5
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	18,8	23,3

Les flux de trésorerie de cette même activité inclus dans l'état des flux de trésorerie consolidés sont :

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	4,6	(6,8)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(0,9)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(0,1)	(1,0)
Flux de trésorerie nets de la période	3,5	(7,8)

Au 30 juin 2019, l'activité « Solutions cliniques » reste classée en actifs détenus en vue de la vente dont le processus de cession a pris plus de temps qu'anticipé (le processus ayant été scindé en deux pour les besoins de la vente). Ainsi, à la date du présent rapport financier semestriel, le Groupe :

- a conclu un accord avec un acquéreur début juillet en vue de la vente de la division « Single Use (Ro-cialle)/Medical Consumables (Guardian) » (voir aussi Note 13 - Événements postérieurs à la date de clôture) ; et
- s'emploie à lever les points de discussion restants avec les potentiels acquéreurs de la division « IHSS Decontamination and Sterilisation ».

NOTE 3 Information sectorielle

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs au 30 juin 2019 sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels.

3.1 Produits de l'activité ordinaire

30/06/2019

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	518,9	195,0	357,9	249,8	142,0	129,5	10,6	1 603,7
Inter-secteur	0,8	0,8	1,8	0,1	0,2	-	(3,7)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	519,7	195,9	359,7	249,8	142,2	129,5	6,9	1 603,7
	32,4%	12,2%	22,3%	15,6%	8,9%	8,1%	0,7%	

30/06/2018

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	505,9	196,6	328,7	240,8	126,9	125,5	9,6	1 533,9
Inter-secteur	0,9	0,8	1,6	0,0	0,1	(0,0)	(3,4)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	506,8	197,4	330,2	240,8	127,0	125,5	6,2	1 533,9
	33,0%	12,8%	21,4%	15,7%	8,3%	8,2%	0,6%	

3.2 Résultat

30/06/2019

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	91,6	7,2	32,6	50,8	7,3	18,6	(7,9)	200,1
Frais financiers divers	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	1,0
Charges sur paiements en actions	1,6	-	0,0	-	-	-	2,8	4,4
EBIT	93,5	7,3	32,7	50,8	7,4	18,7	(4,9)	205,5
Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	95,1	47,6	75,3	43,8	31,5	19,7	0,5	313,5
EBITDA	188,6	54,9	108,0	94,6	38,9	38,3	(4,3)	519,0
	36,3%	28,0%	30,0%	37,9%	27,4%	29,6%		32,4%

30/06/2018

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	87,7	9,0	33,5	47,6	6,6	13,1	(16,1)	181,2
Frais financiers divers	0,5	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	1,2
Charges sur paiements en actions	-	0,0	-	-	-	-	9,2	9,2
EBIT	88,2	9,1	33,6	47,6	6,6	13,1	(6,6)	191,6
Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	83,0	43,9	65,1	40,0	25,8	19,1	0,6	277,5
EBITDA	171,1	52,9	98,7	87,6	32,5	32,2	(6,0)	469,1
	33,8%	26,8%	29,9%	36,4%	25,6%	25,6%		30,6%

• Indicateurs non définis par les normes IFRS

L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

• Impact de la 1^{ère} application de la norme IFRS 16

L'EBITDA de chaque secteur a été amélioré du fait de l'application de la norme IFRS 16. L'impact sur l'EBIT et l'EBITDA du 1^{er} semestre 2019 de chaque secteur est le suivant :

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
EBIT	0,5	0,4	(0,0)	0,1	0,2	0,7	0,0	1,9
Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat	(11,4)	(4,5)	(5,8)	(4,8)	(2,2)	(1,4)	(0,2)	(30,4)
EBITDA	12,0	4,9	5,8	5,0	2,4	2,0	0,2	32,2

3.3 Désagrégation des produits des activités ordinaires

30/06/2019

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	210,2	126,3	156,2	50,6	100,2	102,7	-	746,1
Vêtement professionnel	180,7	55,6	169,6	96,1	24,8	25,9	-	552,7
Hygiène bien-être	145,6	8,5	26,3	84,4	17,4	0,0	0,4	282,5
Divers	(17,5)	4,7	5,9	18,6	(0,4)	0,9	10,2	22,4
Produits par services	518,9	195,0	357,9	249,8	142,0	129,5	10,6	1 603,7
Hôtellerie-restauration	169,8	60,4	63,3	37,7	81,6	9,2	-	422,1
Industrie	94,6	58,1	128,0	140,5	17,5	30,0	-	468,6
Santé	86,5	70,4	121,1	28,6	19,9	90,1	-	416,5
Commerce et services	185,2	6,1	45,6	43,0	23,0	0,2	-	303,0
Divers	(17,1)	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	0,0	10,6	(6,5)
Produits par segment de clientèle	518,9	195,0	357,9	249,8	142,0	129,5	10,6	1 603,7
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	518,0	189,1	350,8	233,4	141,8	128,4	1,3	1 562,8
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	0,9	5,9	7,1	16,4	0,3	1,0	9,3	40,9
Produits de l'activité ordinaire	518,9	195,0	357,9	249,8	142,0	129,5	10,6	1 603,7

-

30/06/2018

(en millions d'euros)

	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	206,2	125,4	142,4	51,0	88,4	99,7	-	713,1
Vêtement professionnel	174,9	56,6	155,8	93,3	21,6	24,7	-	526,9
Hygiène - Bien être	140,6	9,3	24,5	77,3	16,8	-	-	268,6
Divers	(15,9)	5,4	6,0	19,1	0,1	1,1	9,6	25,3
Produits par services	505,9	196,6	328,7	240,8	126,9	125,5	9,6	1 533,9
Hôtellerie-restauration	160,8	58,8	56,4	36,9	73,0	2,0	-	387,8
Industrie	93,5	58,7	121,5	134,1	16,4	25,5	-	449,7
Santé	84,2	73,2	107,9	29,2	17,5	97,7	-	409,7
Commerce et services	180,9	6,0	42,5	40,5	20,0	0,3	-	290,2
Divers	(13,5)	0,0	0,5	0,0	0,0	(0,0)	9,6	(3,5)
Produits par segment de clientèle	505,9	196,6	328,7	240,8	126,9	125,5	9,6	1 533,9
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	504,7	190,3	321,2	224,3	126,3	124,6	0,5	1 491,9
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	1,1	6,3	7,4	16,4	0,7	0,9	9,1	41,9
Produits de l'activité ordinaire	505,9	196,6	328,7	240,8	126,9	125,5	9,6	1 533,9

NOTE 4 Autres données opérationnelles

4.1 Amortissements, provisions et autres charges par nature

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises		
Articles textiles en location-entretien	(195,2)	(192,0)
Autres articles en location-entretien	(13,5)	(14,2)
Autres immobilisations incorporelles et corporelles	(73,6)	(71,5)
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	(31,4)	
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	0,2	0,1
- figurant en autres produits et charges opérationnels	0,0	-
- dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(42,1)	(60,9)
- figurant en résultat des activités abandonnées	(0,0)	(1,0)
Total des dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)	(355,7)	(339,4)
Dotations ou reprises de provisions		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	0,9	4,4
- figurant en autres produits et charges opérationnels	12,3	1,7
Total des dotations ou reprises de provisions	13,2	6,1

4.2 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Coûts connexes aux acquisitions & compléments de prix	(2,8)	(23,2)
Charges de restructuration	(7,3)	(15,3)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(0,2)	(0,4)
Litiges	10,9	(0,4)
Plus ou moins-values sur cessions de sites	(0,0)	(0,1)
Charges liées aux cessions de sites	(0,0)	-
Charges de dépollution	0,1	(1,0)
Divers	(0,4)	(1,2)
Autres produits et charges opérationnels	0,3	(41,6)

Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à une reprise de provisions sur litiges au Royaume-Uni (voir note 7 - Provisions et passifs éventuels) et des coûts de restructuration notamment sur le périmètre ex-Berendsen.

NOTE 5 Charges et avantages du personnel

5.1 Paiements fondés sur des actions – attribution gratuite d'actions de performance

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance mis en place chaque année depuis 2015 figure dans le document de référence 2018 incluant le rapport financier annuel en pages 198 et 199. Au 30 juin 2019, le nombre de droits restant à acquérir dans le cadre de ces plans était de 249 300 actions de performance en ce qui concerne le plan mis en place le 24 mars 2017, 1 020 371 actions en ce qui concerne le plan mis en place le 6 avril 2018, 29 750 actions en ce qui concerne le plan mis en place le 31 août 2018 et 28 604 actions en ce qui concerne le plan mis en place le 20 décembre 2018.

Le 2 mai 2019, le directoire a décidé l'attribution de 1 476 558 actions de performance. A la date du présent rapport, le processus d'acceptation de cette attribution par les bénéficiaires est en cours et le nombre d'actions effectivement attribuées sera définitif à l'issue de ce processus. Cette attribution a bénéficié à un peu plus de 520 cadres dirigeants et supérieurs du Groupe (en ce compris les membres du directoire).

Il est précisé que l'acquisition des actions attribuées au titre du plan 2019 ne sera définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans pour l'ensemble des salariés à l'exception des membres du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels les actions ne seront définitivement acquises qu'à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans. L'acquisition des actions est soumise à une condition de présence et à la réalisation de conditions de performance. Les conditions de performance sont définies en référence à trois critères liés au chiffre d'affaires consolidé, à l'EBIT consolidé et à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à un indice de référence, en l'occurrence, l'indice Euro Stoxx 600. La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de deux exercices pour l'ensemble de ces bénéficiaires, à l'exception des membres du directoire pour lesquels la performance est mesurée sur 3 exercices consécutifs. Le nombre d'actions définitivement acquises sera ainsi fonction du nombre d'objectifs atteints pour chaque catégorie, étant précisé que l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises.

Sur cette base, 34 % des actions de performance seront acquises si un critère est atteint, 67 % des actions si 2 critères sont atteints et 100 % des actions de performance si les 3 critères sont atteints.

Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan, mais chaque membre du directoire est soumis à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de ses fonctions dans les conditions décrites dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 4 du document de référence 2018.

Les charges sur paiements en actions s'élèvent à 4,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019 (contre 9,2 au 1^{er} semestre 2018).

5.2 Paiements fondés sur des actions – plan d'actionnariat salarié

Au cours du premier semestre, Elis a décidé de mettre en place sa première opération d'actionnariat salarié « Elis for All » offerte en France et dans 15 autres pays. Le Groupe a obtenu l'agrément de l'AMF sur le règlement de ce plan et a commencé à informer ses collaborateurs du lancement de cette opération qui sera finalisée au second semestre 2019. Dans ce cadre, les salariés éligibles pourront souscrire des actions d'Elis SA nouvellement émises dont le prix de souscription bénéficiera d'une décote de 20% par rapport à la moyenne des premiers cours de l'action précédent le jour de l'ouverture de la période de souscription ainsi que d'un abondement à raison d'une action offerte pour 10 actions souscrites. Elis comptabilisera ce plan conformément à la norme IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions" au second semestre quand les conditions de l'opération seront définitivement arrêtées.

5.3 Rémunération des dirigeants (informations relatives aux parties liées)

Les dirigeants sont les membres du comité exécutif qui compte dix membres et le Président du Directoire au 30 juin 2019. Les rémunérations cumulées (payées ou payables) des principaux dirigeants sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Nombre de personnes	11	11
Avantages du personnel	(6,8)	(6,1)
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	(3,0)	(3,5)

NOTE 6 Immobilisations incorporelles et corporelles

6.1 Ecart d'acquisition

(en millions d'euros)	30/06/2019
Valeur brute	3 811,5
Cumul des pertes de valeur	(66,0)
Valeur nette comptable au 31/12/2018	3 745,5
Acquisitions	34,4
Cessions	-
Différences de conversion	(4,9)
Autres variations	0,6
Variations sur montant brut	30,1
Pertes de valeur	-
Différences de conversion	0,0
Autres variations	0,0
Variations pertes de valeur	0,0
Valeur nette comptable au 30/06/2019	3 775,6
Valeur brute	3 841,6
Cumul des pertes de valeur	(66,0)

6.2 Tests de perte de valeur au 30 juin 2019

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les sources d'information internes sont basées sur les *reportings* : une baisse significative de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Étant donné le contexte économique, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a lieu de conduire un test de perte de valeur. Après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence de perte de valeur au 30 juin 2019.

6.3 Immobilisations corporelles

Au cours de la période de six mois prenant fin le 30 juin 2019, le Groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 325,1 millions d'euros (296,5 millions d'euros au 30 juin 2018).

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)

	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute	773,1	158,1	1 495,2	1 834,6	4 261,1
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(240,3)	(108,4)	(870,6)	(1 135,5)	(2 354,8)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	532,8	49,7	624,6	699,2	1 906,3
Ajustement lié à la 1ère application d'IFRS 16	(15,6)	(3,7)	(7,6)		(26,9)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2019	517,2	46,0	617,0	699,2	1 879,4
Investissements	28,0	7,4	49,7	239,9	325,1
Variations du périmètre de consolidation	9,3	0,4	4,5	3,6	17,8
Mises hors service et cessions	(1,8)	(0,1)	(0,4)	(2,0)	(4,2)
Amortissements de l'exercice	(12,5)	(6,4)	(46,2)	(208,7)	(273,8)
Différences de conversion	0,1	0,1	0,9	0,1	1,2
Pertes de valeur	-	-	0,0	-	0,0
Autres mouvements	5,3	0,7	(4,5)	(0,0)	1,4
Valeur brute	795,8	156,0	1 525,1	1 942,6	4 419,5
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(250,3)	(107,8)	(904,0)	(1 210,5)	(2 472,6)
Valeur nette comptable au 30 juin 2019	545,5	48,1	621,1	732,1	1 946,9

NOTE 7 Provisions et passifs éventuels

7.1 Provisions

(en millions d'euros)

	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2018	70,2	19,0	27,2	116,4
Reclassement lié à la 1ère application d'IFRIC 23	-	-	(1,4)	(1,4)
Au 1er janvier 2019	70,2	19,0	25,8	115,0
Augmentations / Dotations de l'exercice	-	1,4	0,3	1,7
Variations de périmètre	-	0,0	-	0,0
Réductions / Reprises de provisions utilisées et non utilisées	(0,6)	(11,7)	(2,7)	(15,0)
Écarts de conversion	(0,4)	0,4	0,3	0,2
Autres	0,1	(0,3)	(0,1)	(0,2)
Au 30 juin 2019	69,3	8,8	23,6	101,8
				-
Part à moins d'un an	0,8	3,6	17,1	21,4
Part à plus d'un an	68,5	5,3	6,5	80,4

France	14,5	2,4	0,4	17,3
Royaume-Uni & Irlande	13,8	1,1	0,0	14,8
Scandinavie & Europe de l'Est	27,4	-	1,1	28,6
Amérique latine	5,5	5,2	15,9	26,6
Autres secteurs	8,1	0,3	6,2	14,5

Le principal mouvement de la période correspond à une reprise de provision non utilisée au Royaume-Uni, suite à la fin d'un litige social à hauteur de 10,4 millions d'euros.

7.2 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

- **Au Brésil**

Procédure relative à des faits supposés de corruption

Suite à une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera et Prolav, et relative à des faits supposés de corruption de fonctionnaires pour la période comprise entre 2003 et 2011 dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2019, Atmosfera et Prolav restent dans l'attente d'informations supplémentaires et ne sont donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif respectivement consenties. Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Procédures pour conditions de travail dégradantes

Procédure ouverte par Atmosfera devant le tribunal des Prud'hommes contre le ministère brésilien du Travail et de l'Emploi.

Dans cette procédure consécutive à l'inspection réalisée en 2014 par la police fédérale brésilienne dans les locaux de la société Maiguá (un fournisseur d'Atmosfera), Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du ministère du Travail qui avait résulté de l'inspection susvisée, laquelle décision prévoyait notamment l'inscription d'Atmosfera sur la « liste noire » des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

La décision sur le fond rendue en première instance par le tribunal du travail en mai 2017 a été favorable à Atmosfera et a annulé toutes les sanctions prises par le ministère du Travail à l'encontre d'Atmosfera, en ce compris l'inscription de cette dernière sur la « liste noire ». Cette décision de première instance a fait l'objet d'un appel de la part de l'administration, ce qui donne lieu à une nouvelle procédure, toujours en cours au 30 juin 2019, sans qu'un calendrier précis ne soit connu dans cette affaire. Si à l'issue de la procédure d'appel, la décision du ministère du Travail était confirmée, Atmosfera serait inscrite sur la « liste noire » pour une durée de deux ans.

Procédure administrative ouverte par CADE

En février 2016, Prolav a été condamnée par l'autorité de concurrence brésilienne (CADE) pour des faits d'entente au paiement d'une amende d'un montant de 2,5 millions de réaux (environ 0,6 million d'euros). Tout retard de paiement de cette amende entraîne des intérêts moratoires au taux de référence de la Banque Centrale du Brésil (SELIC), ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires importants. Prolav n'a pas à ce jour payé l'amende précitée et a constitué une provision d'un montant de 3,0 millions de réaux (environ 0,7 million d'euros). Après avoir fait appel de la décision, lequel a été rejeté par CADE, Prolav n'a pas été en mesure de trouver un accord avec le Procureur de CADE sur une éventuelle diminution du montant de l'amende et étalement de son paiement. A la date de l'arrêté des comptes, Prolav attend la mise en œuvre de la phase d'exécution de la sanction.

Procédures relatives à NJ Lavanderia

Procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral

L'action civile publique introduite en 2014 par le procureur du District Fédéral contre NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda («NJ Lavanderia»), une filiale de Lavebras, et le Gouvernement du District Fédéral (GDF) porte sur la validité d'un contrat public conclu entre NJ Lavanderia et le GDF (contrat n° 184/2014) pour la fourniture par NJ Lavanderia de services de blanchisserie industrielle aux établissements de santé publics du District Fédéral (Brasília). Cette action civile publique vise à voir le contrat conclu entre ces deux parties annulé et à contraindre le GDF de mettre en œuvre un plan de sauvegarde concernant les services de blanchisserie devant être fournis à quatre hôpitaux publics régionaux situés dans le District Fédéral. Une décision sur le fond a été rendue en août 2018 par laquelle le juge a annulé le contrat n° 184/2014 et a ordonné au GDF de, dans les 180 jours suivants la date de la décision, procéder à un nouvel appel d'offres pour la fourniture de services de blanchisserie au profit des quatre hôpitaux régionaux. NJ Lavanderia n'a pas été condamné à la restitution des montants reçus en vertu du contrat annulé (dont la totalité a déjà été exécutée) et le juge n'a retenu aucune preuve d'irrégularités de la part de NJ Lavanderia ou de ses représentants en lien avec la procédure d'appel d'offres du contrat n° 184/2014. Le demandeur (le Bureau du procureur du District Fédéral) n'a pas fait appel de la décision, étant précisé que le GDF a lui-même interjeté appel de la décision de procéder à un nouvel appel d'offres sous 180 jours. Une décision à la suite de l'appel interjeté par le GDF est attendue avant la fin d'année 2020. Dans tous les cas, NJ Lavanderia n'encourt plus de risques en lien avec cette action civile publique.

D'autres procédures sont également en cours à l'encontre de NJ Lavanderia dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2014 par le procureur du District Fédéral pour manquement supposé à la procédure d'appel d'offres public prévue par la loi brésilienne sur les marchés publics lors de la conclusion du contrat public décrit ci-avant. Dans ces procédures, les dernières conclusions écrites de première instance ont été soumises et une décision sur le fond est attendue courant 2019.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par NJ Lavanderia au résultat de ces procédures si l'issue devait en être défavorable, son impact sur les conditions financières, l'activité, la réputation ou les bénéfices du Groupe ou le montant de l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre de la garantie de passif. Aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia en lien avec ces procédures.

Procédure devant la Cour des comptes du District Fédéral

NJ Lavanderia est également partie à la procédure administrative ouverte en mars 2014 par le parti politique Democratas à l'encontre du Secrétariat à la Santé du gouvernement du District Fédéral brésilien, alléguant que NJ Lavanderia a continué de fournir des prestations dans le cadre de deux contrats publics (dont le contrat visé par les procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral décrites ci-avant) conclus sous la forme d'accords d'urgence, au-delà de leurs termes respectifs. La Cour des Comptes du District Fédéral a rendu sa décision le 12 février 2019, reconnaissant des irrégularités dans l'exécution de ces prestations et indiquant que le Secrétariat à la Santé du District Fédéral devrait, selon le résultat des actions civiles publiques décrites ci-dessus, initier une procédure administrative spécifique destinée à vérifier lesdites irrégularités et, le cas échéant, les sanctionner.

En outre, NJ Lavanderia est partie à une autre procédure initiée en 2016 par le Bureau du procureur du District Fédéral attaché à la Cour des Comptes du District Fédéral à l'encontre du Secrétariat à la Santé du gouvernement du District Fédéral brésilien, alléguant que NJ Lavanderia a supposément offert ses services à des prix excessifs, aboutissant à un possible préjudice pour le Trésor Public. La Cour des comptes du District Fédéral a reconnu le 11 décembre 2018 que les prix des services rendus par NJ Lavanderia étaient excessifs et que le Secrétariat à la Santé du District Fédéral devrait initier une procédure administrative à l'encontre de NJ Lavanderia. A la connaissance de la Société, aucune procédure n'a été initiée à ce jour sur ce fondement. Toutefois, la Société s'attend à ce qu'une telle procédure soit initiée prochainement.

Les sanctions qui pourraient être encourues par NJ Lavanderia si les décisions en lien avec procédures ci-dessus devaient lui être défavorables pourraient inclure le remboursement des gains dérivés des contrats visés, des amendes et l'interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer le montant du passif encouru par NJ Lavanderia au résultat de cette procédure si l'issue devait en être défavorable, son impact sur les conditions financières, l'activité, la réputation ou les bénéfices du Groupe ou le montant de l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif. Aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia en lien avec cette procédure.

Procédures relatives à Lavebras

Le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête anticorruption initiée par la Police Fédérale Brésilienne, laquelle pourrait avoir identifié de potentiels manquements à deux dispositifs législatifs brésiliens, le « Brazilian Clean Companies Act » et l'« Administrative Improbability Act », susceptibles d'impliquer Lavatec Lavanderia Técnica Ltda. (« Lavatec »), une ancienne filiale fusionnée dans Lavebras en 2014.

Au 30 juin 2019, Lavebras n'a reçu aucune notification officielle relative à ces potentiels manquements, à l'exception d'une procédure distincte conduite par l'administration fiscale à l'encontre d'une organisation sociale, l'ICN.

Dans le cadre de la procédure fiscale visant ICN, l'administration fiscale brésilienne soutient que Lavebras – ainsi que d'autres sociétés – doit être tenue solidairement responsable des obligations d'ICN compte tenu de (i) la nature illégale des paiements effectués par ICN au titre des contrats conclus avec cette dernière et en vertu desquels Lavebras et ICN entretenaient une relation commerciale, et (ii) l'absence de coopération dont ICN a fait preuve au cours de l'inspection menée par l'administration fiscale brésilienne. Le montant du litige s'élevait à environ 330 millions de réaux à fin juin 2019, soit environ 76 millions d'euros (en ce compris toutes pénalités mais à l'exclusion de l'effet futur potentiel de l'inflation). Lavebras a soumis ses arguments en défense et reste dans l'attente d'une décision administrative de première instance. Lavebras estime disposer d'arguments solides pour contester le point de vue de l'administration fiscale brésilienne. Le Groupe considère dès lors que le risque pour Lavebras d'être tenue solidairement responsable avec ICN pour le paiement de l'amende fiscale est limité. Aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Dans l'hypothèse où Lavebras ferait l'objet d'une notification et, à la suite de l'enquête de la Police Fédérale Brésilienne, serait tenue responsable au titre des infractions, Lavebras pourrait être exposée à différentes sanctions, dont (i) l'interdiction de bénéficier de mesures incitatives ou de recevoir des subventions, aides, donations ou prêts de la part d'entités et d'institutions financières publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, (ii) une amende d'un montant maximum égal à trois fois les montants injustement perçus, (iii) l'interdiction de conclure des contrats avec des entités publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et (iv) l'obligation de dédommager intégralement l'administration publique de tout préjudice effectivement subi par cette dernière. En outre, Lavebras pourrait faire l'objet d'une amende administrative d'un montant compris entre 0,1 % et 20 % du chiffre d'affaires brut hors taxe réalisé au cours de l'exercice précédant le dépôt de la procédure administrative. En conséquence de la fusion de Lavatec dans Lavebras intervenue en 2014, les autorités brésiennes pourraient soutenir que le montant de l'amende administrative devrait être calculé sur la base du chiffre d'affaires brut de Lavebras en lieu et place de celui de Lavatec, ce que Lavebras contestera en considérant que la responsabilité totale de Lavebras (en ce compris le montant de l'amende et toute réparation due au titre du préjudice susceptible d'être subi) devrait être limitée au montant des actifs Lavatec transférés à Lavebras dans le cadre de la fusion.

En l'absence de notification, aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Procédure relative à Lavebras en lien avec une précédente acquisition

Lavebras a été récemment informée d'une procédure d'exécution initiée à son encontre à Rio de Janeiro par une société dénommée White Martins Gases Industriais Ltda (« White Martins ») par laquelle White Martins cherche à faire saisir les comptes bancaires de Lavebras pour recouvrer un montant d'environ 26 millions de réaux (soit environ 6 millions d'euros) (la « Procédure d'Exécution »).

Cette Procédure d'Exécution vise à faire exécuter une décision rendue sur le fond par la Cour d'Appel de Rio de Janeiro dans le cadre d'une procédure judiciaire initiée par White Martins – en tant que vendeur – postérieurement à la cession par ce dernier, au profit de Sul Americana Lavanderias Ivoti Ltda (« Sul Americana »), des actions que White Martins détenait dans la société WM Serviços de Lavanderia Industrial Ltda (« WM Serviços »). Dans cette procédure sur le fond (la « Procédure Principale »), White Martins indiquait qu'il n'avait pas reçu l'intégralité du prix d'acquisition dû par Sul Americana.

Lavebras, qui a été acquise par Atmosfera au mois de mai 2017, a été impliquée dans la Procédure d'Exécution à la suite (i) de l'acquisition de Sul Americana par Lavebras en décembre 2015 et (ii) de la fusion de Sul Americana dans Lavebras au mois de mars 2017. À la connaissance de la Société, Sul Americana (ainsi que son précédent actionnaire) était seul défendeur dans la Procédure Principale.

Lavebras a contesté la Procédure d'Exécution sur le fondement qu'elle n'avait jamais été informée de l'existence de la Procédure Principale (et, dès lors, qu'elle n'avait jamais eu la possibilité de se défendre elle-même dans cette affaire) et conteste également le montant qui serait prétendument dû par Lavebras.

En parallèle, Lavebras entend contester la Procédure principale devant la Cour Supérieure de Justice de Brasília.

Ces deux procédures ont été notifiées par Atmosfera aux vendeurs de Lavebras, lesquels contestent leur responsabilité, étant précisé que cette Atmosfera ne partage pas cette analyse.

- **En France**

Enquête de la DIRECCTE

Le Groupe a connaissance d'une enquête en cours des autorités de concurrence françaises, notamment à la suite d'une plainte relative à certaines pratiques tarifaires du Groupe déposée par un gîte, client du Groupe, auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire en 2014. Le Groupe ne peut exclure que cette enquête soit étendue à d'autres pratiques que les seules pratiques tarifaires.

Aucune provision n'est reconnue compte tenu de la difficulté d'évaluer à ce stade si ce risque se concrétisera et ses éventuelles conséquences, notamment financières, pour le Groupe.

- **Contrôles fiscaux**

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux dans différents pays. Lorsque le Groupe considère, avec ses conseils, disposer de suffisamment d'arguments, aucune provision n'est enregistrée.

NOTE 8 Financement et instruments financiers

8.1 Résultat financier net

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Charge d'intérêts sur emprunts et comptes courants de participation mesurée au coût amorti	(59,8)	(54,3)
Charge d'intérêts sur passifs locatifs et locations-financements	(4,6)	(0,1)
Charge totale d'intérêts	(64,4)	(54,4)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de taux évalués à la juste valeur par le résultat	(9,6)	(2,5)
Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif	0,6	0,5
Gains/Pertes de change	0,1	(1,1)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de change évalués à la juste valeur par le résultat	0,2	0,3
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(0,3)	(0,5)
Autres	0,1	(0,5)
Résultat financier net	(73,4)	(58,2)

Les évolutions constatées proviennent principalement :

- du coût de l'endettement financier brut en augmentation par rapport au premier semestre 2018, du fait du refinancement anticipé des obligations *High yield* 2022 (indemnités de rupture anticipée et amortissement accéléré des frais d'émissions d'emprunts notamment) ;
- de la charge d'intérêts sur passifs locatifs qui apparaît en 2019 du fait de la première application d'IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée ;
- de la variation de juste valeur des swaps de taux dénués de floor à 0%, non qualifiés comptablement de couverture, et dont la valeur a été défavorablement impactée par la baisse des taux *forward* au 30 juin 2019.

8.2 Endettement financier brut

Au 30 juin 2019, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2019	Taux fixe	Taux variable		Échéances des dettes
			couvert	non couvert	
EMTN 1,875% (650 m€)/1,75% (500 m€)/2,875% (350 m€)	1 510,3	1 510,3			2023, 2024 et 2026
Obligations convertibles	360,2	360,2			2023
USPP 2,70% (300 m€)/4,99% (40 m\$)	336,8	336,8			2029
Crédit Senior - Term loan EURIBOR3M +1,95%	453,6		453,6		2022
Crédit syndiqué - Term loan EURIBOR3M +1,90%	200,5	-	200,5		2022
Crédit relais / revolving / bilatérale court terme	50,0			50,0	diverses
Schuldschein	75,4	34,8		40,6	2020 à 2024
Ligne Capex	200,6		200,6		2022 et 2023
Billets de trésorerie	453,5	453,5			inf. à 12 mois
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(40,7)	(14,9)	(24,4)	(1,4)	
Compte courant bloqué de participation	21,4	21,4			
Divers	11,3	10,0	0,9	0,3	
Découverts bancaires	5,0			5,0	
Total emprunts et dettes financières	3 638,0	2 712,3	831,2	94,5	

	30/06/2019	31/12/2018
EUR	3 597,2	3 545,2
USD	35,1	-
GBP	3,5	1,7
BRL	-	5,7
CHF	1,1	0,9
CLP	1,1	1,2
Emprunts et dettes financières	3 638,0	3 554,7

Les sources de financement du groupe Elis reposent sur plusieurs piliers : financements sur les marchés de capitaux court et moyen terme, financements bancaires et placements privés dont la description figure à la section 1.12.1 du document de référence 2018.

• Marchés de capitaux

Sur les *marchés de capitaux court terme*, Elis dispose d'un programme de billets de trésorerie, non noté, visé par la Banque de France, d'un montant de 600 millions d'euros. Au 30 juin 2019, l'encours de billets de trésorerie était de 453,5 millions d'euros contre 413,1 millions d'euros au 31 décembre 2018, soit en hausse de 40,4 millions d'euros.

Sur les *marchés de capitaux long terme*, dans le cadre de son programme EMTN visé par l'AMF d'un montant de 3 milliards d'euros, Elis a réalisé le 11 avril 2019 une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, de maturité 5 ans et offrant un coupon de 1,75%. Les produits de cette émission ont été exclusivement affectés au refinancement des obligations *high yield* échéance 2022.

• Financements bancaires et placements privés

Au 30 juin 2019 :

- la ligne de crédit renouvelable d'un montant total de 400 millions d'euros au titre du Contrat de Crédits Syndiqué conclu le 7 novembre 2017 (décrit à la section 1.12.1 du Document de référence 2018) a été tirée à hauteur de 20 millions d'euros ;
- une ligne bilatérale de crédit a par ailleurs été tirée à hauteur de 30 millions d'euros.

Le Groupe a également mis en place au cours du premier semestre 2019 un financement de type USPP comportant deux tranches : une première tranche libellée en euro d'un montant de 300 millions d'euros de maturité de 10 ans et portant intérêt au taux de 2,70%, et une seconde tranche libellée en dollar américain d'un montant de 40 millions de maturité 10 ans et portant intérêt au taux de 4,99%. La tranche en dollar a été convertie en euro via la mise en place d'un cross-currency swap sur une durée de 10 ans, et offrant un coupon synthétique en euro de 2,69%.

Les principales émissions et remboursements d'emprunts de la période sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2018	Changements dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement	Changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises	Effet des changements dans les taux de change	Variations des découverts bancaires	Nouvelles locations financières	Autres changements	30/06/2019
Euro Medium Term Notes	1 000,0	500,0	-	-	-	-	-	1 500,0
Obligations convertibles	355,8	-	-	-	-	-	4,4	360,2
USPP (2018 : Obligations High Yield)	800,0	(464,3)	-	-	-	-	(0,5)	335,1
Crédit Senior - Term loan	450,0	-	-	-	-	-	-	450,0
Crédit syndiqué - Term loan	200,0	-	-	-	-	-	-	200,0
Crédit relais / revolving / bilatérale court terme	-	50,0	-	-	-	-	-	50,0
Schuldschein	75,0	-	-	-	-	-	-	75,0
Ligne Capex	200,0	-	-	-	-	-	-	200,0
Billets de trésorerie	413,1	40,4	-	-	-	-	-	453,5
Dettes de location-financement	22,9	-	-	-	-	-	(22,9)	-
Autres emprunts	18,6	(15,6)	8,1	0,2	(0,0)	-	0,0	11,3
Découverts bancaires	12,1	-	-	0,2	(17,7)	-	10,5	5,0
Compte-courant bloqué de participation des salariés	23,2	(2,1)	-	-	-	-	-	21,1
Emprunts	1 414,8	72,7	8,1	0,4	(17,7)	-	(12,3)	1 465,9
Intérêts courus	28,1	-	0,0	-	(0,0)	-	(10,7)	17,4
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(44,0)	(6,0)	-	-	-	-	9,3	(40,7)
Emprunts et dettes financières	3 554,7	102,3	8,1	0,4	(17,7)	-	(9,8)	3 638,0
Réconciliation avec l'état des flux de trésorerie								
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 292,1						
- Remboursement d'emprunts		(1 189,8)						
Variation de l'endettement		102,3						

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Comptes à vue	107,7	195,7
Dépôt à terme et valeurs mobilières de placement	0,9	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	108,6	197,0
Découverts bancaires	(5,0)	(12,1)
Trésorerie classée en actifs détenus en vue de la vente	8,6	4,6
Découverts bancaires classés en passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	(10,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	112,2	179,1

En Amérique latine, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 17,8 millions d'euros au 30 juin 2019 (6,1 millions d'euros au 31 décembre 2018).

8.4 Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
EMTN	1 500,0	1 000,0
Obligations convertibles	360,2	355,8
USPP (2018 : Obligations High Yield)	335,1	800,0
Crédit Senior - Term loan	450,0	450,0
Crédit syndiqué - Term loan	200,0	200,0
Crédit relais / revolving / bilatérale court terme	50,0	-
Schuldschein	75,0	75,0
Billets de trésorerie	453,5	413,1
Dettes de location-financement	-	22,9
Ligne Capex	200,0	200,0
Autres emprunts	11,3	18,6
Découverts bancaires	5,0	12,1
Compte-courant bloqué de participation des salariés	21,1	23,2
Emprunts	1 465,9	1 414,8
Intérêts courus	17,4	28,1
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(40,7)	(44,0)
Emprunts et dettes financières	3 638,0	3 554,7
Dont part des dettes financières à moins d'un an	524,0	453,1
Dont part des dettes financières à plus d'un an	3 114,0	3 101,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	108,6	197,0
Solde endettement net	3 529,4	3 357,7

Réconciliation avec la dette nette ajustée

Solde endettement net	3 529,4	3 357,7
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	40,7	44,0
Compte-courant bloqué de participation des salariés	(21,4)	(23,2)
Dettes de location-financement selon IAS17	21,9	
Dette nette ajustée	3 570,6	3 378,4

8.5 Actifs et passifs financiers

	30/06/2019		Classification des instruments financiers			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par résultat	Juste valeur - instruments de couverture	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,2	0,2	0,2			
Autres actifs non courants	74,3	74,3	40,2		34,1	
Actifs sur contrats	34,9	34,9			34,9	
Clients et autres débiteurs	706,7	706,7			706,7	
Autres actifs courants	24,2	24,2	0,3	1,2	22,6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	108,6	108,6			108,6	
Actifs financiers	948,9	948,9	40,8	1,2	906,9	-
Emprunts et dettes financières	3 114,0	3 229,4				3 114,0
Passifs locatifs	310,1	310,1				310,1
Autres passifs non courants	29,6	29,6	6,1	22,3		1,2
Fournisseurs et autres créditeurs	282,4	282,4				282,4
Passifs sur contrats	70,1	70,1				70,1
Passifs locatifs - part à moins d'un an	54,7	54,7				54,7
Autres passifs courants	375,1	375,1	6,8	0,2		368,1
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	524,0	536,6				524,0
Passifs financiers	4 760,0	4 888,0	12,9	22,5	-	4 724,6

	31/12/2018		Classification des instruments financiers			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par résultat	Juste valeur - instruments de couverture	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,2	0,2	0,2			
Autres actifs non courants	67,7	67,7	34,1		33,6	
Actifs sur contrats	31,7	31,7			31,7	
Clients et autres débiteurs	649,9	649,9			649,9	
Autres actifs courants	26,0	26,0	0,1	1,3	24,6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197,0	197,0			197,0	
Actifs financiers	972,4	972,4	34,3	1,3	936,9	-
Emprunts et dettes financières	3 101,6	3 098,5				3 101,6
Autres passifs non courants	15,3	15,3	0,0	13,9		1,4
Fournisseurs et autres créditeurs	274,5	274,5				274,5
Passifs sur contrats	68,3	68,3				68,3
Autres passifs courants	381,5	381,5	26,2	0,1		355,2
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	453,1	466,6				453,1
Passifs financiers	4 294,3	4 304,7	26,2	14,1	-	4 254,1

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

	30/06/2019	Hiérarchie de juste valeur		
(en millions d'euros)	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,2			0,2
Dérivés actifs courants (change à terme)	1,5		1,5	
Actifs compensatoires	40,2			40,2
Actifs mesurés à la juste valeur	42,0	-	1,5	40,4
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	22,3		22,3	
Dérivés passifs courants (change à terme)	0,2		0,2	
Dettes liées aux acquisitions	12,9			12,9
Passifs mesurés à la juste valeur	35,4	-	22,5	12,9
EMTN 1,875% (650 m€)/1,75% (500 m€)/2,875% (350 m€)	1 577,4	1 577,4		
USPP 2,70% (300 m€)/4,99% (40 m\$)	347,3		347,3	
Obligations convertibles - composante dette	370,0		370,0	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	2 294,7	1 577,4	717,3	-

	31/12/2018	Hiérarchie de juste valeur		
(en millions d'euros)	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,2			0,2
Dérivés actifs courants (change à terme)	1,4		1,4	
Actifs compensatoires	34,1			34,1
Actifs mesurés à la juste valeur	35,6	-	1,4	34,2
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	13,9		13,9	
Dérivés passifs courants (change à terme)	0,1		0,1	
Dettes liées aux acquisitions	26,2			26,2
Passifs mesurés à la juste valeur	40,3	-	14,1	26,2
EMTN 1,875% (650 m€)/1,75% (500 m€)/2,875% (350 m€)	978,2	978,2		
Obligations High Yield 3%	808,3	808,3		
Obligations convertibles - composante dette	359,2		359,2	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	2 145,8	1 786,5	359,2	-

NOTE 9 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle. Ce taux est calculé sur une base par entité fiscale.

NOTE 10 Capitaux propres et résultat par action

10.1 Evolution du capital

Nombre d'actions au 31 décembre 2018	219 927 545
Nombre d'actions au 30 juin 2019	220 725 799
Nombre d'actions autorisées	220 725 799
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	220 725 799
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	1,00
Actions de l'entité détenue par elle-même *	591 329
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-
* Dont 393 532 actions détenues par le Berendsen Employee Benefit Trust	

Suite à l'acquisition définitive des actions gratuites de performance, le capital social a été augmenté en date des 24 mars 2019 et 15 juin 2019 d'un montant nominal respectivement de 0,3 million d'euros et de 0,5 million d'euros par incorporation desdites sommes sur le poste « Primes liées au capital ».

Par ailleurs, l'Assemblée Générale du 23 mai 2019 a décidé d'apurer le report à nouveau débiteur de la société mère par prélèvement sur le poste « Primes liées au capital » pour un montant de 215,2 millions d'euros.

10.2 Dividendes et distributions payés et proposés

L'Assemblée Générale du 23 mai 2019 a décidé la distribution d'un montant de 0,37 euro par action, soit une distribution prélevée sur le poste de « Primes liées au capital » d'un montant total de 81,4 millions d'euros.

10.3 Résultats par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-dessous.

(en millions d'euros)	30/06/2019	30/06/2018 retraité
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		
- Activités poursuivies	60,5	4,1
- Activités abandonnées	1,0	(0,9)
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	61,5	3,2
Nombre moyen pondéré d'actions	220 133 364	219 451 729
Impact potentiel de la conversion d'obligations convertibles	13 124 018	12 797 487
Impact potentiel des actions dont l'émission est conditionnelle	206 919	1 114 697
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	233 464 301	233 363 913

NOTE 11 Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation et passifs locatifs

Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation					
(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Total	Passifs locatifs
Au 1er janvier 2019	323,2	57,2	13,8	394,2	389,0
Variation de périmètre	0,7	0,1	5,4	6,2	4,9
Reclassement en actif détenu en vue de la vente	(6,8)			(6,8)	(6,0)
Nouveaux droits d'utilisation	0,7	8,4	0,7	9,8	9,8
Réévaluation des droits d'utilisation	1,2	0,3	0,3	1,9	1,9
Amortissement	(18,5)	(11,2)	(1,7)	(31,4)	-
Paievements du principal				-	(35,5)
Écarts de conversion	0,9	(0,1)	0,0	0,8	0,6
Autres mouvements	(1,4)	(0,4)	(2,0)	(3,7)	-
Au 30 juin 2019	299,9	54,4	16,5	370,8	364,8

Le Groupe a reconnu au 30 juin 2019 des charges de location se rapportant aux contrats de location :

- à court terme pour 9,7 millions d'euros,
- dont l'actif sous-jacent est de faible valeur pour 0,6 million d'euros,
- aux paiements de loyers variables pour 0,6 million d'euros.

NOTE 12 Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	6,3	9,1
Avals, cautions et garanties données	90,3	90,0
Garanties de passif		
Engagement reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	18,1	23,2
Garanties de passif	139,4	149,4

Engagements de prise de participations

- Le 25 juillet 2018, le Groupe a signé un accord portant sur l'acquisition de 100 % de Kings Laundry Ltd. en Irlande. Kings Laundry dispose de deux usines à Cork et à Dublin spécialisées en Linge Plat. Le Groupe a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros. Cette acquisition, qui complète le réseau existant d'Elis, sera génératrice de synergies et élargira le portefeuille clients du Groupe. A la date d'arrêté des présents comptes consolidés intermédiaires condensés, le projet d'achat de Kings Laundry a été autorisé par l'*Irish Competition and Consumer Protection Commission* (« CCPC ») à la suite d'un examen détaillé (Phase II). Pour finaliser l'autorisation, le CCPC a exigé la mise en place de dispositions juridiques obligatoires par Elis. Ces dispositions sont relatives à la cession de quelques contrats dans le secteur de la Santé. Elis a l'intention de se conformer à ces dispositions dans les prochains mois et procéder ainsi à la finalisation de la transaction.
- le 22 mars 2019, le Groupe a signé un accord portant sur l'acquisition de 100 % de l'activité Tapis de Blesk InCare en Russie. La finalisation de la transaction restait soumise aux conditions réglementaires classiques : l'acquisition a été finalisée le 17 juillet 2019 comme mentionné à la note 13 ci-après.

NOTE 13 Évènements postérieurs à la date de clôture

- Le 2 juillet 2019, le Groupe a cédé la participation de 50,02% qu'il détenait dans la société On My Way, start-up suisse offrant des solutions de pressing aux particuliers.
- Le 4 juillet 2019, le Groupe a acquis la société italienne Organizzazione Arrigoni, située à proximité de Milan. La société, spécialisée dans l'activité *Pest Control*, a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de 1,4 million d'euros et emploie 14 salariés.
- Le 8 juillet 2019, le Groupe a annoncé avoir signé un accord portant sur la cession de 100 % de la division « Single Use (Rociale)/Medical Consumables (Guardian) » de Clinical Solutions au Royaume-Uni. La finalisation de la transaction est soumise à certaines obligations légales et réglementaires et devrait intervenir avant la fin du 3^{ème} trimestre 2019. Cette division fournit, sous forme de packs, des produits à usage unique utilisés pour des procédures chirurgicales spécifiques, ainsi que des draps, des blouses et des emballages de plateaux chirurgicaux. Cette activité a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 42 millions de livres sterling en 2018.
- Le 17 juillet 2019, le Groupe a acquis 100% de l'activité Tapis de Blesk InCare en Russie. Blesk InCare est leader sur le marché du tapis, avec cinq sites offrant une couverture de l'ensemble du pays. Avec ses 10 000 clients dans tous types d'industries provenant du secteur privé, l'activité tapis de Blesk InCare a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 10 millions d'euros en 2018, dans un marché en très forte croissance, et emploie environ 350 salariés.

3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FI- NANCIERE SEMESTRIELLE

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Elis
5 boulevard Louis Loucheur
92210 Saint-Cloud

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de la société Elis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 « Impact des nouvelles normes » de l'annexe au comptes consolidés intermédiaires condensés qui décrit l'incidence au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » ainsi que leurs modalités d'application par votre Société.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 24 juillet 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Bruno Tesniere

Isabelle Massa

4

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint au présent rapport, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Saint-Cloud, le 25 juillet 2019

Le Président du directoire,

Xavier Martiré



www.corporate-elis.com

Elis

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 220 725 799 euros

Siège social : 5, boulevard Louis Loucheur, 92210 Saint-Cloud – France

499 668 440 R.C.S. Nanterre